



n° 36, novembre 2014

Tanguy Lepesant

Université nationale centrale, Chongli, Taiwan

Processus de construction nationale et génération post-réformes à Taiwan

Contrairement à ce qui s'est passé en Europe, la démocratie n'est pas née sous la forme nationale à Taiwan. La démocratisation amorcée dans la seconde moitié des années 1980 a signifié la fin de plus de quatre décennies de nationalisme chinois « intégral »¹ avec le retour de la question nationale, c'est-à-dire d'un débat portant sur la définition et l'avenir de la communauté politique établie à Taiwan. Elle a permis l'émergence de discours reflétant des conceptions divergentes de la nation, de l'« identité de l'Etat »² et des rapports qui doivent lier les deux rives du détroit de Formose. L'identité d'un Etat correspond (1) au système de représentation et de valeurs qui soutient la légitimité de son existence et de son action, (2) à la délimitation du territoire sur lequel il exerce sa souveraineté et (3) à la détermination des objectifs qu'il poursuit. Elle est matérialisée par un ensemble à géométrie variable de textes fondateurs (Constitution, déclarations, éventuellement textes sacrés), de marqueurs symboliques (drapeau, cartes, monuments, statues, portraits, iconographie numismatique, etc.), d'institutions et de rituels politiques (fêtes et commémorations du calendrier officiel).

Souvent, l'identité d'un Etat est en adéquation avec le système de représentation très largement partagé par sa population et qui fonde le sentiment d'appartenir à une même nation. L'Etat

¹ Selon Anne-Marie Thiesse, le nationalisme intégral « définit l'individu par sa seule appartenance nationale [et] déclare illégitimes les groupements, partis, syndicats, fondés sur d'autres référents ». Anne-Marie THIESSE, *La Création des identités nationales. Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999, p. 14.

² Samuel P. HUNTINGTON, *The Third Wave : Democratization in the Late Twentieth Century*, Norman, University of Oklahoma Press, 1991, p. 118.

est alors l'incarnation institutionnelle de cette nation, l'identification individuelle et collective à l'Etat-nation s'exprimant avec plus ou moins d'intensité au sein de l'espace social national et dans l'oscillation entre périodes de cristallisation et de « relâchement » identitaire. Or, dans le cas de Taiwan, il est important de distinguer la dimension étatique-institutionnelle de la dimension nationale-identitaire. Après son repli à Taiwan en 1949, l'Etat qui exerce sa souveraineté sur l'île – la République de Chine – a prétendu être le seul représentant légal et légitime de la Chine dans son intégralité. Quatre décennies durant, les institutions étatiques et le discours officiel sous toutes ses formes n'ont eu de cesse de matérialiser cette affirmation. Lorsque, à la mort de Chiang Ching-kuo, en janvier 1988, Lee Teng-hui devient président de la République de Chine (toujours officiellement « repliée à Taiwan »), tout tend cependant à invalider ce système de représentation. Dans son écrasante majorité, la communauté internationale nie l'existence de la République de Chine, expulsée des Nations unies en 1971 au profit de la République populaire de Chine, qui y siège désormais comme seule représentante de la Chine. A Taiwan même, de nombreuses voix s'élèvent contre le fossé qui sépare le discours nationaliste du gouvernement – toujours fondé sur le mythe de la restauration de la Grande Chine voulue par Sun Yat-sen – et la réalité vécue par la population. Cette opposition, qui prend diverses formes, dont celle du Parti démocrate progressiste (PDP) à partir de septembre 1986, en appelle le plus souvent au recentrage institutionnel de la République de Chine sur le seul territoire de Taiwan *via* la démocratisation du régime ou, de façon plus radicale, l'indépendance d'une République de Taiwan. L'Etat à la présidence duquel Lee Teng-hui accède en 1988 n'est donc pas l'incarnation institutionnelle de la nation, et ce pour deux raisons au moins : la République de Chine ne représente pas la nation chinoise dans son ensemble, et une partie non négligeable des Taiwanais ne s'identifie pas, ou plus, à la « grande nation chinoise multimillénaire ».

Cherchant à rompre avec cette fiction, les réformes engagées par Lee Teng-hui puis Chen Shui-bian ont tenté de créer une nation taiwanaise qui puisse s'incarner dans les institutions d'un Etat taiwanais. Mais la pression exercée par la Chine populaire et les tensions internes à l'île ont empêché la réalisation d'une grande partie d'entre elles³. Aussi, les deux administrations ont concentré l'essentiel de leurs efforts dans le domaine de la culture, pour atteindre leur but tout en maintenant un compromis institutionnel de façade. Le terme de « culture » doit cependant être précisé. Pris dans son acception anthropologique, il désigne « un système d'idées, de signes, d'associations et de modes de comportement et de communication »⁴. Mais il constitue également un prisme au travers duquel la réalité est interprétée par un individu ou un groupe d'individus. Ainsi,

³ Certaines réformes ont tout de même abouti, comme la suppression de la structure administrative de la Province de Taiwan.

⁴ Ernest GELLNER, *Nations et nationalismes*, Paris, Payot, 1999 [1983], p. 19.

pour Maurice Godelier, la culture n'est pas seulement matérielle : elle est aussi le fondement et l'expression de la part *idéelle* de toute réalité et de tout rapport social⁵. De même, pour Jonathan Friedman :

« La plupart des auteurs saisissent la culture à travers ses manifestations tangibles : rituels, architecture, symboles, autres objets. Bien que ce soit des produits de l'activité humaine, la production de la culture est souvent exclue de la culture elle-même. Ici, nous sommes face à un problème sérieux qui est relié à la pluralité des phénomènes auxquels renvoie la culture au sens large. [...] Pour parvenir à une solution, on pourrait concevoir la culture comme un processus qui relie les conditions sociales à la formation de l'expérience partagée et à la production et l'élaboration des interprétations de la réalité. [...] Il faut souligner que l'émergence d'interprétations dominantes, loin de ressortir à un phénomène statistique, dépend de la nature des relations d'autorité au sein de la population⁶. »

Si l'on retient cette définition de la culture, l'action de l'Etat considérée ici vise à modifier les conditions sociales liées à la formation de l'expérience partagée et à l'élaboration des interprétations de la réalité. Elle s'applique plus généralement à tous les éléments servant le projet nationaliste axé sur la (re)définition des contours et du contenu de la communauté politique territorialisée qu'est la nation ainsi que sur la création d'une mémoire collective, elle-même étroitement liée à la construction et à la pérennisation de l'identité nationale. Car, comme le note John R. Gillis, « la notion d'identité dépend de l'idée de mémoire et *vice versa*. Le sens profond de l'identité individuelle ou de groupe, c'est-à-dire un sentiment de ressemblance dans le temps et l'espace, est sous-tendu par le travail de mémoire ; et ce qui est commémoré est défini par l'identité assumée »⁷.

Les réformes engagées par les administrations Lee Teng-hui et Chen Shui-bian étaient destinées à créer de nouveaux marqueurs symboliques nationaux, à reconstruire une mémoire collective centrée sur Taiwan (historiographie, patrimoine, commémorations) et à refondre l'identité culturelle de l'île en mettant en avant son caractère multiple, composite, mondialisé et océanique. Mais, en procédant à une taiwanisation par retouches successives et incomplètes, en laissant en place l'« infrastructure identitaire » de la République de Chine (la Constitution, les grandes figures nationales telles que Sun Yat-sen, le drapeau, l'hymne, certaines fêtes), elles ont engendré un Etat – la République de Chine à Taiwan – à l'identité hybride, incarnant toujours officiellement la continuité historique et symbolique du projet nationaliste engagé sur le continent il y a plus d'un

⁵ Maurice GODELIER, *Au fondement des sociétés humaines. Ce que nous apprend l'anthropologie*, Paris, Flammarion 2010 [2007], pp. 47-48 et 197.

⁶ Jonathan FRIEDMAN, « Culture et politique de la culture, une dynamique durkheimienne », *Anthropologie et société*, 28 (1), 2004, pp. 28-29.

⁷ John R. GILLIS, « Introduction. Memory and identity : the history of a relationship », in John R. GILLIS (ed.), *Commemorations : The Politics of National Identity*, Princeton, Princeton University Press, 1994, p. 3 (ma traduction).

siècle tout en étant de plus en plus fortement soumis aux forces inhérentes à la progression d'un sentiment d'appartenance national taiwanais. Cette ambiguïté s'est encore renforcée après 2008 avec la victoire de Ma Ying-jeou à l'élection présidentielle, puis sa réélection en 2012. Revenu progressivement à une idéologie nationaliste panchinoise avec le retour au premier plan de cadres dirigeants du camp pro-unification, le KMT a adopté de nombreuses mesures visant à « resiniser » l'Etat et la population taiwanaise. Il demeure cependant fortement contraint par le jeu démocratique et le sentiment, désormais partagé par une écrasante majorité de Taiwanais, d'appartenir à une communauté politique indépendante et souveraine. Et cela en dépit de leurs divisions sur les questions du nom à donner à l'Etat qui l'incarne ou de son avenir plus ou moins lointain (indépendance formelle ou unification progressive, lorsque les conditions le permettront).

Avec la démocratisation, cette ambiguïté s'est rapidement traduite sur le plan identitaire. Jusque dans les années 1980, la plupart des Taiwanais se pensaient politiquement et culturellement chinois. Mais, au fil des réformes, leur identification massive à la nation chinoise a laissé la place à une constellation identitaire beaucoup plus complexe et mouvante. Trois tendances générales se dégagent des nombreuses enquêtes d'opinion réalisées depuis le début des années 1990 : la progression rapide de l'identité taiwanaise ; le maintien, jusqu'au milieu des années 2000, d'une forte proportion d'individus (autour de 45 %) se revendiquant à la fois taiwanais et chinois ; et l'amorce récente, depuis la fin des années 2000, d'un recul soutenu de cette identité duale.

Ainsi, selon le Centre d'étude des élections de l'université nationale Chengchi, en juin 1992, un quart (26,2 %) de la population se disait chinoise, un peu moins de la moitié (45,4 %) à la fois taiwanaise et chinoise, le quart restant s'affirmant taiwanais (17,3 %) ou ne se prononçant pas (11 %). En 2007, dernière année du second mandat de Chen Shui-bian, les personnes se déclarant uniquement « chinoises » ne représentaient plus qu'une infime minorité de la population (5,9 %), alors que la proportion d'individus se considérant uniquement « taiwanais » avait presque triplé (43,7 %) pour atteindre celle des individus se disant à la fois « taiwanais et chinois » (44,7 %), demeurée au même niveau, les indécis étant quant à eux deux fois moins nombreux qu'en 1992 (5,4 %). Selon la dernière enquête effectuée par le même centre en juin 2014, la part de la population se considérant exclusivement chinoise était tombée à 3,4 %, alors que 60,4 % se disaient uniquement « taiwanais », 32,7 % à la fois « taiwanais et chinois » et 3,5 % ne se prononçaient pas⁸.

Ces trois tendances invitent à se poser la question suivante. Comment les Taiwanais se positionnent-ils face à l'ambiguïté produite par un Etat dont l'identité hybride – à la fois continuité

⁸ Enquêtes menées par l'Election Study Center, National Chengchi University. Pour un tableau récapitulatif des résultats de ces enquêtes sur la période 1992-2012, voir le site Internet du centre : <http://esc.nccu.edu.tw/english/modules/tinyd2/content/TaiwanChineseID.htm> (consulté le 29 septembre 2014).

de la République de Chine et du projet nationaliste chinois dont il reste l'incarnation partielle tout en étant de plus en plus clairement centré sur la communauté de citoyens limitée au seul territoire de Taiwan – les place devant deux projets politiques contradictoires ? Cette interrogation vaut notamment pour la génération « post-réformes » qui fait l'objet de ce chapitre. Née au début des années 1980, durant les transformations ayant abouti à la levée de la loi martiale en 1987, puis à la démocratisation, elle constitue une charnière dans la transition identitaire taiwanaise.

Ces jeunes citoyens, qui avaient tout au plus vingt ans lorsque Chen Shui-bian a été élu en 2000, accèdent depuis une quinzaine d'années à la majorité légale et au droit de vote (fixé à vingt ans), mais aussi au marché du travail. A la différence de leurs aînés, ils n'ont connu ni la dictature ni les excès du nationalisme chinois des deux Chiang qui faisait officiellement de Taiwan et de sa population un instrument au service de la « mission sacrée » du Kuomintang replié à Taiwan : la « suppression de la rébellion communiste » et la « reconquête du continent ». Les Taiwanais nés à partir des années 1980 ont grandi dans un univers politique caractérisé par la consolidation de la démocratie et des libertés que celle-ci garantit. Taiwan est progressivement devenue le centre du discours et des préoccupations politiques, la Chine étant de plus en plus nettement présentée comme un voisin certes incontournable, mais à la trajectoire différente. Parallèlement, la reprise des contacts puis la croissance rapide des échanges économiques entre les deux rives du détroit ont matérialisé chaque jour un peu plus la complexité d'une relation de voisinage à la fois ancrée dans des origines historiques et culturelles communes, animée par une certaine complémentarité économique, mais également définie par la prise de conscience des différences qui séparent les deux communautés politiques.

Les Taiwanais qui ont aujourd'hui entre vingt et un peu plus de trente ans évoluent dans une société travaillée par une série de dynamiques qui ont émergé avec l'accélération de l'intégration de Taiwan au sein de l'économie-monde. Parmi ces dynamiques, notons la transformation rapide du marché du travail insulaire sous l'effet de la concurrence régionale et des limites d'une croissance fondée depuis deux décennies sur le faible coût de la main-d'œuvre chinoise ; la multiplication des médias et des réseaux sociaux, pourvoyeurs d'un « matériau de construction identitaire » toujours plus fourni et hétéroclite ; ou encore l'ouverture croissante de Taiwan à la main-d'œuvre étrangère après près de quarante ans de refus de toute forme d'immigration. Cette « internationalisation » de la population insulaire pose la question de l'identité du « nous » taiwanais sous un angle nouveau. Elle élargit notamment le champ du sens donner à l'affirmation « je suis taiwanais ». Répondre à une telle question revient donc à interroger les catégories « taiwanais » et « chinois » habituellement utilisées sur la scène politique, dans les médias et les cercles académiques. Pour cela, nous procéderons en deux temps. Dans une première partie, nous dresserons un tableau des différentes conceptions des liens Taiwan-Chine à l'origine des réformes institutionnelles et des politiques

culturelles qui ont progressivement façonné l'hybridité de l'Etat et la constellation identitaire à Taiwan. Nous évoquerons la période Lee Teng-hui (1988-2000), avant de nous arrêter plus longuement sur les huit années de présidence de Chen Shui-bian (2000-2008), puis sur le retour au pouvoir du Kuomintang et le premier mandat de Ma Ying-jeou (2008-2012).

A partir du large éventail de configurations idéelles et de mesures concrètes ainsi esquissé, nous proposerons un tableau des différentes conceptions de la nation, des relations Taiwan-Chine et de la définition du futur de Taiwan aujourd'hui à l'œuvre sur la scène politique et au sein de la société taiwanaise. Ce qui nous permettra, dans une deuxième partie, de situer et d'expliquer le positionnement identitaire de la génération post-réformes. Nous nous appuierons pour étayer notre analyse sur les données fournies par deux questionnaires d'enquêtes distribués en 2005 et 2010, le premier auprès d'un échantillon de 564 étudiants âgés de vingt à vingt-cinq ans – c'est-à-dire nés dans la première moitié des années 1980 –, issus de douze universités réparties sur l'ensemble du territoire taiwanais ; le deuxième auprès de 575 étudiants nés dans la seconde moitié des années 1980 et appartenant à quinze universités⁹. Un grand nombre d'entretiens menés entre 2003 et 2012 complèteront ces données statistiques.

Politiques de construction nationale et hybridité de l'identité de l'Etat

La période Lee Teng-hui : réformes sous contrainte et naissance d'une communauté politique taiwanaise

Le Kuomintang taiwanisé et dirigé par Lee Teng-hui a d'abord cherché à faire sortir l'île d'un nationalisme chinois surassimilateur. La démocratisation fut en effet l'expression de la victoire remportée par le camp des réformateurs sur celui des conservateurs. Dans l'esprit des premiers, le maintien au pouvoir du Kuomintang et la survie de la République de Chine passaient par l'abandon des fictions ayant servi de cadre à la légitimation du système de parti unique pendant quatre décennies. Autrement dit, il devenait urgent de procéder à une refonte de l'identité de l'Etat établi à Taiwan pour l'adapter aux réalités internationale et taiwanaise. Ce qui revenait à mettre fin à la relation qui en faisait un instrument au service de l'idéologie et des objectifs définis par le Kuomintang – soit l'abandon du projet nationaliste-révolutionnaire comme principe de légitimation du Parti et la « normalisation » de son rapport à l'Etat. A la fiction du KMT dernier défenseur de la

⁹ Pour une explication détaillée de la méthodologie à l'origine de ces deux questionnaires, voir Jean-Pierre CABESTAN et Tanguy LEPESANT, *L'Esprit de défense de Taiwan face à la Chine. La jeunesse taiwanaise et la tentation de la Chine*, Paris, L'Harmattan, 2009, et Tanguy LEPESANT, « Generational change and ethnicity », *Journal of Current Chinese Affairs*, 40 (1), 2011, pp. 133-157.

Grande Chine incarnée dans les institutions de la République de Chine « temporairement repliées » à Taiwan fut ainsi substituée l'image d'un parti à l'origine du « miracle économique » taiwanais et garant des intérêts de la population de l'île. A cela vint bientôt s'associer une politique de reconnaissance de la pluralité ethnique et de la diversité culturelle de l'île. Lee Teng-hui et les réformateurs disposèrent cependant d'une marge de manœuvre relativement réduite pour mener à bien les transformations qu'ils jugeaient nécessaires.

A Taiwan, ils durent prendre en compte les pressions exercées par l'aile orthodoxe du KMT, viscéralement attachée à l'idéologie de la « Grande Chine », et par l'opposition PDP, elle-même divisée entre partisans d'un ethnonationalisme taiwanais ancré dans la culture hoklo et défenseurs d'une politique de « compromis identitaire » et de coopération avec le KMT. Ils durent aussi faire face aux tensions ethniques entre Hoklo, Hakka et continentaux (*waishengren* 外省人), et à la division de la population sur la question de l'identification nationale. Dans ce contexte, la promotion d'une communauté politique taiwanaise pluriethnique et multiculturelle avait un triple avantage : renforcer la légitimité du KMT « taiwanisé » de Lee Teng-hui auprès de l'ensemble des groupes ethniques en le plaçant au-dessus des suspicions de favoritisme ou de dénigrement ; désamorcer la montée en puissance de l'ethnonationalisme taiwanais fondé sur la supériorité démographique et l'antériorité historique des Hoklo ; intégrer les continentaux dans le nouveau projet politique en faisant de la « culture chinoise » importée par le Kuomintang une couche de la sédimentation culturelle caractéristique de l'expérience et de la singularité taiwanaises.

En conséquence, la politique d'« indigénisation » de l'Etat et de construction d'une « conscience taiwanaise » au fondement d'une nouvelle identité nationale ne s'est pas exprimée sous la forme d'un nationalisme ethnique étriqué, qui aurait exclu la « culture traditionnelle chinoise importée » par le Kuomintang pour ne prendre en compte que les seuls éléments culturels et linguistiques de la culture du groupe hoklo démographiquement majoritaire. La construction d'une conscience nationale taiwanaise a procédé sur un mode inclusif qui peut être résumé par la formule suivante : ce qui doit faire la singularité de Taiwan n'est pas l'accent mis sur une certaine culture (hoklo) mais sur la diversité constitutive du Tout taiwanais. Plus que l'histoire linéaire d'un seul et même peuple, c'est une histoire plurielle, faite de trajectoires s'étant entremêlées pour former la diversité caractéristique de l'expérience taiwanaise, qui a été mise en récit. Autrement dit, si Taiwan ne doit pas rejeter ses liens particuliers avec la Chine, la reconnaissance d'une appartenance à l'espace culturel du *monde* chinois ne signifie pas automatiquement l'inclusion dans l'espace politique de la *nation* chinoise. La nation taiwanaise ainsi imaginée est issue d'une matrice culturelle chinoise à laquelle s'agrège une multitude d'éléments qui lui sont étrangers – influences européenne et japonaise, apport austronésien, internationalisation et mondialisation – et qui a évolué de façon autonome au cours de l'histoire, indépendamment du continent chinois. Ces deux éléments – les

apports extérieurs et la séparation physique et administrative d'avec le continent – sont à l'origine de la singularité de Taiwan.

Au cours des années 1990, l'action réformatrice du KMT a également été entravée par une Chine populaire de plus en plus menaçante face à ce qu'elle percevait et dénonçait comme les « activités séparatistes » de Lee Teng-hui. Si leur marge de manœuvre avait été plus grande, il est probable que les réformateurs auraient opté très tôt pour une formule de type « une Chine, deux Etats », la souveraineté de la République de Chine se limitant au territoire de Taiwan et des quelque soixante-dix îles sous son contrôle. La triple pression de Pékin, de Washington et, à Taiwan, des défenseurs du principe d'indivisibilité de la Chine a abouti à une série de compromis rhétoriques visant à reconnaître la réalité de la division du territoire chinois en deux Etats sans en dire le nom. Ce fut le cas dans la formulation des « Lignes directrices pour l'unification nationale » (*guojia tongyi gangling* 國家統一綱領) attestant l'existence d'une seule Chine mais de deux « entités politiques » (*zhengzhi shiti* 政治實體) distinctes de part et d'autre du détroit. Comme le fait remarquer Françoise Mengin, « dans la mesure où le débat ne pouvait porter ouvertement sur une redéfinition *ex abrupto* des frontières de l'Etat, c'est la démocratisation du régime – en tant qu'instauration d'un régime réellement représentatif – qui a permis de remodeler progressivement la souveraineté nationale »¹⁰.

La limitation du principe de représentativité à la seule population de Taiwan a fortement contribué à l'émergence d'une communauté politique imaginée cantonnée au territoire de l'île. En effet, « la pratique de l'élection est le moment où la communauté de citoyens prend une forme concrète »¹¹ ; elle matérialise l'espace politique commun, en délimite la base territoriale et en définit les enjeux. Or, à partir de 1991, les élections se sont succédé au rythme d'une ou deux par an. Au sein de l'arène politique, les thèmes abordés par le KMT et le PDP ont peu à peu convergé vers la mise en avant des capacités de chacun des deux partis à mieux défendre les intérêts de la population et développer l'île¹². Cela s'explique par la pression exercée sur le KMT par les succès d'une opposition PDP axant ses campagnes sur l'identification à Taiwan, appelant à la prise en compte des « problèmes réellement rencontrés » par la population et proposant des solutions concrètes (assurance maladie, éducation, environnement, etc.), mais également par la volonté de plus en plus clairement affichée par Lee Teng-hui de transformer le KMT en Parti nationaliste de Taiwan. A en croire les propos de Lee Teng-hui, la « pleine réalisation de la démocratie » aurait eu pour conséquence « l'émergence d'un nouveau sentiment d'identité nationale imposé par la force des

¹⁰ Françoise MENGIN, *Trajectoires chinoises : Taiwan, Hong Kong et Pékin*, Paris, Karthala, 1998, p. 34.

¹¹ Dominique SCHNAPPER, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, Paris, Gallimard, 2000, p. 142.

¹² Pour une analyse de l'évolution des thèmes de campagne des partis politiques à Taiwan au cours des années 1990 et après la victoire de Chen Shui-bian en 2000, voir Dafydd FELL, « Le débat politique entre partis à Taiwan depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises*, 85, septembre-octobre 2004, pp. 5-16.

urnes »¹³. En réalité, comme ailleurs¹⁴, le consensus démocratique construit tant bien que mal autour de valeurs civiques communes a contribué à la coexistence pacifique, mais n'a pas permis à lui seul la création d'une nouvelle identité nationale taiwanaise partagée par l'ensemble de la population.

La République de Chine par défaut : le PDP et la redéfinition de l'indépendance de Taiwan

Le 20 mai 2000, lors de son discours d'investiture, Chen Shui-bian déclarait :

« Aussi longtemps que le régime du Parti communiste chinois n'utilisera pas la force contre Taiwan, je fais le serment, tout au long de mon mandat, de ne pas déclarer l'indépendance, de ne pas changer le nom officiel du pays, de ne pas pousser à l'inscription dans la Constitution de la formule des relations "d'Etat à Etat" et de ne pas promouvoir la tenue d'un référendum visant à changer le statu quo en matière d'indépendance ou de réunification. En outre, la question de l'abolition du Conseil pour l'unification nationale ou des Lignes directrices pour l'unification nationale sera laissée de côté¹⁵. »

Ces « cinq non » (*si bu yi meiyou* 四不一沒有) seront rappelés dans le discours d'investiture qu'il prononça le 20 mai 2004, au début de son second mandat.

Une telle position peut sembler en contradiction avec la charte du Parti démocrate progressiste faisant de l'indépendance de Taiwan l'une des raisons d'être du Parti. Il n'en est rien. En effet, à partir de 1995-1996, le PDP a redéfini son approche de l'indépendance de Taiwan, passant en quelques années de la volonté affichée de créer une République de Taiwan à la défense du principe d'une indépendance déjà acquise sous l'appellation officielle de « République de Chine ». Ce revirement tient essentiellement à trois facteurs : les résultats relativement décevants du PDP, obligé de constater la faible portée d'un discours indépendantiste radical lors d'élections nationales ; la concrétisation de la menace chinoise durant la crise des missiles de 1995-1996 ; et les changements survenus sous la houlette de Lee Teng-hui, qui poussa le Kuomintang à mettre en œuvre, ou à intégrer dans ses programmes de campagne, un grand nombre de propositions et de thématiques du PDP (réintégration de l'ONU, assurance maladie, priorité accordée à Taiwan dans la définition de l'agenda politique, conscience taiwanaise, etc.)¹⁶.

¹³ LEE Teng-hui, « Understanding Taiwan : bridging the perception gap », *Foreign Affairs*, 78 (6), novembre-décembre 1999.

¹⁴ Alain DIECKHOFF, *La Nation dans tous ses Etats. Les identités nationales en mouvement*, Paris, Flammarion, 2000, p. 156.

¹⁵ CHEN Shui-bian, « Taiwan se redresse », discours d'investiture du président Chen Shui-bian, Office d'information du gouvernement, 20 mai 2000.

¹⁶ Voir également Fell, « Le débat politique entre partis... », art. cité, pp. 5-16.

Comme l'explique Samia Ferhat, la première étape de l'évolution doctrinale du PDP consista en « une remise en cause publique de l'orthodoxie indépendantiste » par Shih Ming-teh, alors en charge de la présidence du parti, qui « déclara en septembre 1995 à Washington que le PDP n'aurait pas à proclamer l'indépendance de Taiwan, puisque celle-ci était effective depuis de nombreuses années »¹⁷. Puis, au cours de la seconde moitié de l'année 1996, sous l'impulsion de son nouveau président Hsu Hsin-liang, membre de la faction modérée Meilidao 美麗島, le PDP engagea une politique de rapprochement avec le Kuomintang, espérant l'établissement d'un gouvernement de coalition en cas de succès aux élections législatives de la fin 1998. Très critiquée par une partie des membres du parti, notamment ceux de la faction Nouveau courant (*xin chaoliu* 新潮流), cette initiative provoqua à la fin de 1996 le départ des plus fervents partisans de l'indépendance. La vision « pragmatique » – selon laquelle il fallait continuer de tirer profit des opportunités économiques offertes par la Chine populaire tout en accordant la priorité à la défense de la souveraineté et de la sécurité de Taiwan sous le nom de République de Chine – s'est néanmoins imposée parmi une majorité des dirigeants du PDP.

L'année précédant l'élection présidentielle, le PDP ira plus loin encore dans la marginalisation de la clause indépendantiste en faisant à nouveau explicitement de l'unification une possibilité ne pouvant être exclue du futur de Taiwan. Le 20 avril 1999, en visite à Washington, Chen Shui-bian déclarait ainsi devant le National Press Club :

« Taiwan est indépendant. Selon la Constitution actuelle, la dénomination nationale de Taiwan est République de Chine. [...] Les deux Etats d'ethnie chinoise, Taiwan et la République populaire de Chine, devraient développer une relation internationale spéciale. Le fait que les deux Etats séparés, d'ethnie chinoise, deviennent ou non un seul pays doit être décidé par le peuple de Taiwan¹⁸. »

Il est important de noter la proximité entre les formules employées par Chen Shui-bian et celles utilisées par Lee Teng-hui quelques mois plus tard dans l'interview qu'il accorda à la radio Deutsche Welle, et qui est associée à la naissance de la théorie « des relations spéciales d'Etat à Etat » (*teshu guo yu guo guanxi* 特殊國與國關係), ou « théorie des deux Etats » (*liang guo lun* 兩國論). Elles dénotent la convergence des positions du KMT dirigé par Lee Teng-hui et celles du PDP dans les années précédant l'alternance de 2000.

De même, la reconnaissance du caractère « ethniquement chinois » de Taiwan et le retour au principe d'autodétermination comme fondement de l'action du PDP rappellent la conception en

¹⁷ Samia FERHAT-DANA, « Le Parti démocrate progressiste et l'indépendance. La marginalisation d'une revendication ? », *Perspectives chinoises*, 48, juillet-août 1998, p. 38.

¹⁸ Shelley RIGGER, *From Opposition to Power : Taiwan's Democratic Progressive Party*, Londres, Lynne Rienner, 2001, pp. 131 et 152 (ma traduction).

« cercles concentriques » (*tongxin yuan* 同心圓) des relations Taiwan-Chine développée par Tu Cheng-sheng et mise en avant à l'occasion de la réforme des manuels scolaires engagée sous la présidence de Lee Teng-hui et poursuivie sous celle de Chen Shui-bian. Une conception où l'identité taiwanaise apparaît à la fois ancrée à Taiwan, entretenant des relations particulières avec la Chine, et ouverte sur le monde et ses influences.

Le 8 mai 1999, le Congrès du PDP officialisait ces positions par l'adoption d'une « Résolution sur le futur de Taiwan (*Taiwan qiantu jueyiwen* 台灣前途決議文) » reconnaissant aux deux rives des « liens du sang » et des « origines historiques et culturelles » partagées, tout en affirmant que « Taiwan est un pays indépendant et souverain [et que] tout changement dans le statu quo de l'indépendance doit être décidé par les habitants de Taiwan *via* un référendum »¹⁹. Depuis cette date, le PDP considère officiellement Taiwan comme un Etat souverain *déjà* indépendant, constitutionnellement nommé République de Chine, ce qui rend inutile toute déclaration d'indépendance. Il doit en revanche faire tout ce qui est en son pouvoir pour défendre la souveraineté de la République de Chine-Taiwan sur la scène internationale et s'assurer que toute solution au différend qui oppose les deux rives du détroit soit conforme à la volonté de la population taiwanaise. Il n'est par ailleurs pas nécessaire « d'utiliser systématiquement “République de Chine” comme seule dénomination nationale en vue de participer aux diverses organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales ». On voit ici la volonté de faire naître une relation d'équivalence sémantique entre les termes « Taiwan » et « République de Chine ».

De ce point de vue, la déclaration de Chen Shui-bian, au début du mois d'août 2002, sur l'existence d'« un pays de chaque côté du détroit (*yi bian yi guo* 一邊一國) », si elle a remis sur le devant de la scène la question de la souveraineté, n'était que la reformulation de principes déjà ouvertement proclamés : Taiwan est un Etat indépendant, non une province de la République populaire de Chine, et ne peut être « unifié » à la Chine sous la formule « un pays, deux systèmes ». Le rejet du principe d'une Chine unique contenu dans l'expression *yi bian yi guo* n'était pas non plus une nouveauté dans la mesure où il figurait déjà dans le point 2 de la Résolution de mai 1999 : « la proclamation unilatérale par la Chine du “principe d'une Chine unique” et “un pays, deux systèmes” est fondamentalement inappropriée pour Taiwan ».

Au lendemain de sa réélection, en 2004, lors d'une interview accordée au *Washington Post*, Chen Shui-bian explique que le principe d'une Chine unique était inacceptable car il signifiait la rétrogradation de Taiwan au rang de « deuxième Hong Kong », et donc la confiscation du droit à

¹⁹ « Taiwan shì yì zhūquán dūlì guójiā. Rénhè yǒuguan dūlì xiānzhuāng de gēngdòng, dōu bǐxū jīngyǒu Taiwan quántǐ zhūmín yì gōngmín tóupǎo de fāngshì juédìng. » Le texte de la résolution peut être consulté, en version chinoise, sur le site Internet du Parti démocratique progressiste 台灣是一主權獨立國家。任何有關現狀的更動，都必須經由台灣全體住民以公民投票的方式決定 : <http://www.dpp.org.tw> (consulté le 29 septembre 2014).

l'autodétermination de la population taiwanaise. Entendue de cette façon, la reconnaissance du principe d'une Chine unique comme préalable à la réouverture de négociations était impossible. Et Chen Shui-bian d'ajouter :

« Pour nous, “une Chine” est un sujet de discussion [*an issue*]. Ce sujet peut être discuté. Mais la soi-disant “Chine unique” n'existe pas à l'heure actuelle. Peut-être cela sera-t-il le cas dans le futur. Aussi, nous devrions tous être en mesure de nous asseoir ensemble et de discuter ensemble de la question de la future Chine unique. Mais à court terme, je ne pense pas qu'il puisse y avoir une réponse à cette question²⁰. »

Dans ce contexte, la priorité devait aller à la défense du statu quo, défini en ces termes :

« Pour les 23 millions de personnes à Taiwan, que notre pays soit appelé Taiwan ou République de Chine ne change pas le fait que nous soyons un pays indépendant et souverain. Nous ne sommes pas le gouvernement local d'un autre pays. Voici ce qu'est le statu quo. Nous voulons maintenir cette forme de statu quo²¹. »

En 2005, afin de clarifier la position adoptée par le PDP depuis 2000 quant à la relation liant Taiwan et la République de Chine, Chen Shui-bian mit en avant la « théorie des quatre étapes »²². Selon cette conception de l'histoire – qui sera reprise dans le *Rapport sur la sécurité nationale* rédigé par le Bureau du président et rendu public le 20 mai 2006²³ –, la République de Chine fut créée sur le continent à une époque où Taiwan était encore une colonie japonaise. Elle s'est ensuite repliée à Taiwan (*Zhonghua minguo dao Taiwan* 中華民國到台灣), considéré comme le « dernier bastion de la Chine libre » par le Kuomintang. L'ère Lee Teng-hui fut celle de la « République de Chine à Taiwan (*Zhonghua minguo zai Taiwan* 中華民國在台灣) », marquée par la démocratisation et le recentrage des institutions sur Taiwan. L'arrivée au pouvoir du PDP signifia l'entrée dans une quatrième phase : « la République de Chine est Taiwan (*Zhonghua minguo shi Taiwan* 中華民國是台灣) ». Au cours des campagnes présidentielle et législative 2004, Chen Shui-bian avait déjà abondamment fait usage de ce slogan.

Derrière la volonté de rendre interchangeable les termes « Taiwan » et « République de Chine », la logique suivante semblait être à l'œuvre : en l'absence d'une identification nationale partagée par l'ensemble de la population insulaire, et compte tenu de la persistance de l'irréductibilisme

²⁰ *Washington Post*, 30 mars 2004 (ma traduction).

²¹ *Ibid.* Dans une interview accordée au *Time*, Chen Shui-bian réitérait cette position : « Laissez-moi clarifier le statu quo. Taiwan est un Etat indépendant et souverain, et, selon sa Constitution, son nom est République de Chine. » *Time*, 15 novembre 2004, p. 56 (ma traduction).

²² *Taipei Times*, 3 août 2005.

²³ Rapport sur la sécurité nationale 2006 (*2006 guojia anquan baogao* 國家安全報告), Bureau du président, 20 mai 2006, p. 65.

chinois, il était dans un premier temps indispensable de construire un consensus souverainiste transcendant les divisions politiques internes, fondé sur une identification à l'Etat qui gère et défend les intérêts de la population vivant sur le territoire de Taiwan. C'était une condition *sine qua non* de la survie de la communauté politique taiwanaise face à la menace d'une annexion chinoise. Le renforcement de ce consensus était une étape de l'identification à Taiwan, et donc de l'émergence progressive d'une conscience nationale taiwanaise.

Autrement dit, au cours d'une première période allant de 2000 à la fin de 2005, le PDP s'est engagé dans un processus de construction nationale sous contrainte – que l'on pourrait qualifier de « nationalisme pragmatique » – impliquant d'adapter l'édification de la nation taiwanaise au contexte social et international. Lors de son discours d'investiture du 20 mai 2004, Chen Shui-bian déclara ainsi :

« Durant la première phase de démocratisation de Taiwan [...] nous avons rendu la souveraineté au peuple et commencé à promouvoir l'identité nationale de Taiwan. Durant la seconde phase, l'accent a été mis sur l'établissement d'une société civile et sur l'harmonie à travers un sentiment de destin partagé. [...] Nous devons chercher à établir une société civile et, à travers la participation commune et les efforts conjugués, à créer une identification à cette terre et une mémoire commune, si nous voulons dépasser les frontières ethniques, de sang, de langue et de culture, et construire une idée nouvelle et unifiée de destin partagé²⁴. »

Le maintien du cadre institutionnel et symbolique de la République de Chine présentait l'avantage de garantir le statu quo dans le détroit. Un statu quo de façade, sous couvert duquel la construction d'une nation taiwanaise pouvait être poursuivie. La préservation des Lignes directrices pour l'unification nationale jusqu'au début de 2006, malgré le rejet du principe d'une Chine unique sur lequel elles se fondaient, trouve ici ses deux justifications essentielles. Tout d'abord, leur abrogation aurait inévitablement et inutilement déclenché une crise dans le détroit et au sein de la société taiwanaise, toujours divisée sur l'alternative unification/indépendance. Leur maintien faisait partie du compromis sur lequel Chen Shui-bian espérait non seulement fonder l'ouverture d'un dialogue avec Pékin, mais aussi maintenir une certaine unité au sein de la population²⁵. Ensuite, les Lignes directrices présentaient les mêmes avantages pour Chen Shui-bian que pour Lee Teng-hui. Elles garantissaient le statu quo en posant des conditions à la poursuite de la voie vers l'unification qui ne pouvaient qu'obtenir l'approbation de la communauté internationale, et notamment des Etats-Unis (démocratisation de la RPC et renoncement à l'usage de la force contre Taiwan), mais restaient inacceptables par le PCC : la reconnaissance par Pékin de l'« entité politique » qui administrait

²⁴ CHEN Shui-bian, discours d'investiture, 20 mai 2004, Office d'information du gouvernement.

²⁵ CHEN Shui-bian, *Croire en Taiwan (Xiangxin Taiwan 相信台灣)*, Taipei, Yuanshen, 2004, p. 28.

effectivement Taiwan, ce qui impliquait d'accepter de négocier sur un pied d'égalité avec Taipei ; le renoncement à l'option du recours à la force contre Taiwan.

Taiwan – République de Chine : juxtaposition et ambiguïté des marqueurs symboliques nationaux

Le maintien du cadre symbolique offert par la République de Chine présentait un second intérêt pour le PDP. Il lui permettait de pallier l'impossibilité de créer de nouveaux marqueurs nationaux proprement taiwanais (drapeau, hymne, nom officiel, etc.), ce qui aurait été assimilé à une déclaration d'indépendance par Pékin, et accueilli vertement par l'opposition et une partie importante de la population. En d'autres termes, dans l'optique pragmatique du projet nationaliste porté par le PDP jusqu'au début de 2006, il valait encore mieux susciter un sentiment d'appartenance et de solidarité par un ralliement à certains des symboles nationaux hérités de la République de Chine, que ne pas avoir de symboles nationaux susceptibles de souder la population face à l'ennemi chinois.

Cette approche aboutit à la juxtaposition de trois types de marqueurs symboliques nationaux. Les premiers peuvent être rangés dans la catégorie symboles « irremplaçables à usage essentiellement international » ; il s'agit principalement du nom « République de Chine » et du drapeau national censés matérialiser l'existence de Taiwan en tant qu'Etat indépendant sur la scène internationale. Ne pouvant être remplacés en raison de l'opposition d'une large partie de la population taiwanaise et de la menace militaire chinoise, ils devaient être « taiwanisés ». Le titre officiel de « République de Chine » était particulièrement problématique pour le PDP, puisqu'il indiquait explicitement le caractère chinois de Taiwan et, selon l'interprétation qui en était faite, l'appartenance de l'île à la Grande Chine. Afin de diffuser l'idée selon laquelle la « République de Chine *est* Taiwan », le PDP s'est donc lancé dans une entreprise d'ajout systématique du mot « Taiwan » dans tous les documents officiels et les noms des institutions et organismes susceptibles de matérialiser l'existence d'un Etat taiwanais sur la scène internationale. Le mot Taiwan figure ainsi sur les passeports et les cartes d'identité délivrés aux Taiwanais depuis 2004.

Une série d'initiatives visant à supprimer les références à la Chine des titres des publications officielles constituant la vitrine de Taiwan à l'étranger montrent en revanche que, là où il en avait la possibilité, le PDP entendait bien mettre un terme à la relation d'équivalence Taiwan-République de Chine. Au cours des trois années que Yu Shyi-kun passa à la tête du gouvernement (février 2002-janvier 2005), le *Republic of China Yearbook* est ainsi devenu le *Taiwan Yearbook*, le mensuel *Free China Review* la *Taiwan Review*, tandis que le *Free China Journal* s'est appelé le *Taiwan Journal* et *Sinorama*, *Taiwan panorama*. De même, le nom officiel de l'Etat – République de Chine – a disparu des brochures en langues étrangères faisant la promotion du tourisme à Taiwan.

L'utilisation symbolique du drapeau national par l'administration Chen témoigne également d'un renversement partiel de la perspective adoptée par le PDP. Ce dernier rejetait autrefois ce drapeau qu'il considérait comme celui d'un régime étranger, sa création étant étroitement liée à l'histoire et à l'idéologie du Kuomintang²⁶. Mais, après l'alternance de 2000, l'objectif premier de l'administration Chen est de lutter pour que Taiwan soit reconnu en tant qu'Etat indépendant « normal », et cette « normalité » va de pair avec la défense de la dignité de tous les Taiwanais. Or, tout Etat est représenté par un drapeau sur la scène internationale. Chen Shui-bian a résumé le problème de la façon suivante : « Taiwan est le seul pays au monde qui participe aux jeux Olympiques et ne peut ni chanter son hymne national, ni faire flotter son drapeau national²⁷. » A chaque manifestation internationale, les Taiwanais sont placés face à leur condition d'« êtres humains de seconde classe », dans l'indifférence – au mieux l'incompréhension – généralisée.

La volonté de reconstruire une fierté d'être taiwanais et le besoin de créer un sentiment d'unité autour de marqueurs nationaux vont pousser le PDP à se résigner, faute de mieux, à faire usage du drapeau et de l'hymne de la République de Chine. Dans cette optique, le nom « République de Chine », le drapeau et l'hymne furent avant tout considérés comme des moyens d'assurer la défense du statut de Taiwan en tant qu'Etat indépendant de la République populaire de Chine. Pour reprendre les mots de Chen Shui-bian, il s'agissait de faire ressortir la différence entre un « Taiwan démocratique (*minzhu Taiwan* 民主台灣) » et une « Chine communiste (*gongchan Zhongguo* 共產中國) » aux yeux de la communauté et de l'opinion publique internationales²⁸.

On assista ainsi à un renversement complet des rôles entre le PDP et le KMT. Le premier – du moins certains de ses membres – reprocha par exemple à Lien Chan, alors président du Kuomintang, de ne pas avoir prononcé une seule fois les mots « République de Chine » lors du séjour qu'il effectua en Chine, et plus particulièrement lors du discours qu'il prononça à l'université de Pékin le 29 avril 2005. De même, un conseiller PDP de la mairie de Taipei critiqua Ma Ying-jeou, qui cumulait alors les fonctions de maire de Taipei et de président du Kuomintang, pour ne pas avoir eu le courage de faire flotter le drapeau de la République de Chine lors d'une compétition de sport mécanique internationale se déroulant dans la capitale : la délégation taiwanaise fut alors contrainte, sur son propre sol, d'utiliser le drapeau olympique qui représente habituellement Taiwan lors des rencontres sportives internationales²⁹. Il est évident que, dans ces reproches, c'est

²⁶ Le soleil blanc à douze branches sur fond bleu, dessiné en 1895 par Lu Haodong, jeune révolutionnaire et ami de Sun Yat-sen, devint en effet à la fois l'emblème du Kuomintang, l'emblème national de la République de Chine et fut associé à un fond rouge pour former le drapeau national adopté en 1928.

²⁷ *Taipei Times*, 23 juin 2006 (ma traduction).

²⁸ Chen, *Xiangxin Taiwan*, op. cit., p. 194.

²⁹ *Taipei Times*, 12 novembre 2005. Pour une photo du « Chinese Taipei Olympic flag » (*Zhonghua Taipei Aowehui huiqi* 中華台北奧委會會旗), voir http://en.wikipedia.org/wiki/Chinese_Taipei_Olympic_flag (consulté le 29 septembre 2014).

essentiellement la question de la souveraineté et de l'indépendance de Taiwan qui importait au PDP. De même, lorsque, durant la campagne pour les élections législatives de la fin 2004, Chen Shui-bian exigea du KMT qu'il abandonne son emblème, celui-ci étant presque identique à l'emblème national, l'objectif était certainement d'empêcher la confiscation des symboles de la République de Chine par le Kuomintang et leur assimilation aux idéaux « unificationnistes » qu'il défendait, afin de faciliter la « taiwanisation symbolique » du drapeau.

La seconde catégorie de marqueurs symboliques nationaux qui se trouvent juxtaposés dans l'environnement politique taiwanais regroupe ceux que l'on pourrait qualifier de « difficilement remplaçables et à usage essentiellement interne », tels la fondation de la République de Chine (*Zhonghua minguo kaiguo jinian ri* 中華民國開國紀念日), la fête nationale du « double dix »³⁰, la figure du « père de la nation (*guofu* 國父) », Sun Yat-sen, ou encore l'hymne national, bien que ce dernier ait également son importance sur la scène internationale. Leur remplacement étant un sujet trop sensible pour être abordé sans risquer d'approfondir la division de la population, le gouvernement Chen Shui-bian préféra ne pas y toucher et tenta de s'en accommoder, ou d'en « taiwaniser » le contenu.

Sun Yat-sen bénéficie d'une image positive au sein de la population taiwanaise, indépendantistes radicaux exclus³¹. « Père de la nation » chinoise pour certains, il est considéré par d'autres soit comme un personnage respectable mais appartenant à l'histoire chinoise, soit comme un humaniste dont la pensée contient des enseignements bénéfiques pour la société et la démocratie taiwanaises. Chen Shui-bian était bien conscient de cette popularité, lui qui avait utilisé des affiches sur lesquelles on pouvait voir Sun coiffé d'un bonnet avec le logo « A-bian »³² et déclarant « Je trouve que le maire A-bian a fait du bon travail ! » lors de la campagne pour sa réélection à la mairie de Taipei, à la fin de 1998³³.

La popularité de Sun Yat-sen explique également pourquoi Chen Shui-bian coupa court à la controverse qui éclata au début de novembre 2004, en pleine campagne pour les élections législatives, lorsque Yao Chia-wen, le président du Yuan des examens, déclara qu'il n'y avait aucune raison de faire de Sun le père de la nation. Jugeant cette déclaration contre-productive dans le contexte de la campagne électorale, Chen Shui-bian répondit en des termes très forts : « Sun Yat-sen est le père fondateur de notre pays et le drapeau de la République de Chine est le drapeau de

³⁰ Elle commémore le soulèvement de Wuchang. Lancé le 10 octobre 1911, ce soulèvement fut le point de départ de la révolution qui aboutit au renversement de la dynastie qing et à la fondation de la République de Chine.

³¹ Entretiens effectués en novembre et décembre 2004, lors de la campagne pour les élections législatives, à la suite de l'éclatement de la controverse sur le maintien de Sun Yat-sen en tant que père de la nation.

³² « A-bian » est le diminutif de Chen Shui-bian.

³³ Pour une photo, voir Eric SAUTEDE, « Les nouveaux atouts du marketing politique », *Perspectives chinoises*, 50, novembre-décembre 1998, p. 43.

notre pays. Il n'y a pas à argumenter, à calomnier ou à distordre les faits à ce sujet³⁴. » On voit à quel point le jeu démocratique a contraint le PDP à adopter une stratégie de construction nationale faite de compromis et de prudence.

Le gouvernement PDP chercha toutefois à diminuer les effets d'inertie que la persistance de marqueurs symboliques trop ouvertement « chinois » pouvait avoir sur la transition de l'identité nationale en mettant en place une troisième catégorie de marqueurs proprement taiwanais. Certains étaient destinés à doter l'île d'une image internationale la distinguant clairement de la Chine populaire. C'était l'une des tâches que s'était donnée Tchen Yu-chiou, présidente de la Commission aux affaires culturelles – fonction équivalente à celle de ministre de la Culture – durant le premier mandat de Chen Shui-bian (voir *infra*). Dans cette perspective, en 2006, une représentation calligraphiée de la montagne de Jade (*Yushan* 玉山) fut choisie par l'Office d'information du gouvernement comme symbole de Taiwan sur la scène internationale³⁵. Différents objets empruntés aux cultures austronésiennes de l'île furent également convoqués pour faire ressortir la spécificité culturelle de l'île : bateau des Dawu de l'île des Orchidées, chants et motifs des Amis, etc.

Dans la symbolique taiwanaise mise en avant, la carte « logo » de Taiwan et le drame du 28 février 1947 occupent toutefois une place prépondérante. Pour les nationalistes taiwanais, le rôle joué par cette carte fut le même que pour les mouvements nationalistes anticoloniaux décrits par Benedict Anderson :

« Sous cette forme, la carte entrait dans une série reproductible à l'infini, susceptible d'être transférée aux affiches, aux sceaux officiels, aux en-têtes de lettres, aux couvertures de revues et de manuels, aux nappes et aux murs des hôtels. Aussitôt reconnaissable, partout visible, le logo-carte pénétra profondément l'imagination populaire, formant un puissant emblème pour tous les jeunes nationalistes anticoloniaux³⁶. »

Son usage intensif était un moyen de contourner l'impossible redéfinition constitutionnelle des frontières de l'Etat pour les limiter à Taiwan. En rendant la carte de Taiwan omniprésente dans l'environnement symbolique taiwanais, le PDP espérait superposer les frontières de l'Etat et les côtes de Taiwan dans l'imaginaire populaire. C'est ainsi que sur les nouvelles cartes d'identité taiwanaises figurent aujourd'hui à la fois la mention « République de Chine » en caractères chinois, son drapeau, le mot « Taiwan » et la carte de l'île sous deux formes : l'une imprimée au centre du document, l'autre apparaissant en hologramme.

³⁴ *Taipei Times*, 14 novembre 2004 (ma traduction).

³⁵ *Taipei Times*, 8 avril 2006.

³⁶ Benedict ANDERSON, *L'Imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996 [1983], p. 178.

L'importance croissante accordée aux commémorations du 28 février 1947 répond, quant à elle, au besoin de créer une seconde cérémonie de rassemblement national « réellement taiwanaise ». En effet, « les cérémonies nationales [...] inscrivent concrètement l'idée de nation dans le rythme collectif »³⁷. Les nationalistes taiwanais ne pouvaient se contenter de commémorations d'événements uniquement empruntées à l'histoire de la République de Chine. La commémoration des événements du 28 février 1947 se prêtait particulièrement bien aux desseins du PDP, car ce soulèvement est assimilé à la lutte du peuple taiwanais pour la liberté et le droit à l'autodétermination face au dernier d'une série de régimes oppresseurs³⁸. Elle présentait cependant un inconvénient, dans la mesure où elle plaçait les continentaux sur la défensive en les désignant plus ou moins ouvertement comme les responsables du drame. Dès 1997, Lee Teng-hui avait inscrit le 28 février au calendrier des célébrations nationales sous le nom de Jour de commémoration pour la paix (*heping jinian ri* 和平紀念日). Une fois au pouvoir, le PDP continua de rehausser le statut de la commémoration pour en faire l'un des moments les plus importants du calendrier officiel.

Culture et renforcement de la conscience nationale taiwanaise

Pour les institutions en charge de la culture et de l'éducation, l'alternance de 2000 n'entraîna pas de changements de cap radicaux par rapport à la période Lee Teng-hui. Le PDP poursuivit les grands chantiers engagés par l'administration précédente, tout en en faisant plus explicitement des outils au service de la construction d'une nation taiwanaise pluriethnique et multiculturelle. Cette semi-continuité a prévalu également pour les personnes, certains des architectes des premières réformes continuant à servir l'administration PDP. Ainsi, Chen Chi-nan, « père » du mouvement de « construction de la communauté » locale (*shequ zongti yingzao* 社區總體營造), fut nommé conseiller de Chen Shui-bian dès 2000, avant de devenir ministre sans portefeuille chargé des questions de culture et d'éducation dans le gouvernement Yu Shyi-kun en 2002, puis président de la Commission aux affaires culturelles en mai 2004, en remplacement de Tchen Yu-chiou³⁹. Tu Cheng-sheng, l'un des concepteurs des manuels scolaires *Connaître Taiwan*, fut quant à lui nommé directeur du Musée national du Palais en 2000, avant de devenir ministre de l'Éducation de 2004 à 2008.

³⁷ Schnapper, *Qu'est-ce que la citoyenneté ?*, op. cit., p. 138.

³⁸ Dans le discours du PDP, deux dates majeures marquent la séparation définitive de Taiwan et du continent : le 17 avril 1895, jour de la signature du traité de Shimonoseki par lequel la Chine cède Taiwan au Japon, et le 28 février 1947, qui consacre l'anéantissement définitif des espoirs nourris par la population au moment du retour de Taiwan à la Chine en 1945.

³⁹ *Taipei Times*, 3 mai 2004.

Les politiques culturelles et les réformes de l'éducation ont été définies sur la base de quelques grands concepts ayant progressivement émergé au sein des cercles indépendantistes pour former le cœur du système de représentation et du discours sur la nation et l'identité taiwanaises aujourd'hui porté par le PDP⁴⁰ : Taiwan est une société de migrants, de colons (*kenzhi shehui* 墾殖社會) ; les Taiwanais et leur culture sont le produit d'un long processus d'accumulation et de métissage ; l'île possède une culture océanique (*haiyang wenhua* 海洋文化) qui diffère de la culture continentale chinoise ; la diversité des apports culturels fait la singularité et la richesse de l'expérience taiwanaise ; la société taiwanaise s'est construite sur les échanges avec le reste du monde ; la culture « chinoise », ensemble composite plutôt que bloc monolithique, ne doit pas être rejetée systématiquement mais acceptée comme l'un des substrats à partir desquels s'est développée une culture taiwanaise originale et plurielle.

Avant la radicalisation des positions du gouvernement Chen au début de 2006, la politique culturelle portée par ces idées avait cherché à construire une nation taiwanaise multiculturelle singulière, sur un mode inclusif ; et ce en dépit de certains épisodes témoignant de la persistance d'un courant ethnonationaliste prônant une vision exclusive de la nation taiwanaise fondée sur le « peuple », les traditions et la langue hoklo, le mandarin étant considéré comme la « langue du colonisateur ». Bien que délaissées au profit du nationalisme pragmatique et du multiculturalisme, ces idées ont pénétré les sphères dirigeantes de l'administration PDP et pris la forme de différentes initiatives dont le but était de faire de la culture hoklo la seule culture taiwanaise légitime. Ainsi, en septembre 2003, le Yuan des examens a intégré des questions en hoklo au test de littérature chinoise de plusieurs concours de la fonction publique⁴¹.

Si cette vision étriquée n'était pas majoritaire au sein du PDP, la plus grande place accordée à la diversité culturelle insulaire dans la sphère publique et l'enseignement entraîna mécaniquement un recul de la « culture traditionnelle chinoise » telle qu'elle avait été définie, importée et défendue par le Kuomintang. Cependant, contrairement à ce que dénonça l'opposition, la politique culturelle du PDP visa moins à une « désinisation (*quzhongguohua* 去中國化) systématique de Taiwan » qu'à une réinterprétation de l'héritage culturel chinois et à la mise en avant d'une culture taiwanaise qui ne soit plus uniquement une « forme frontalière de la culture chinoise »⁴². Le PDP voulut faire sortir les cultures locales du complexe d'infériorité dans lequel leur subordination aux canons de la « tradition chinoise », définis par le Kuomintang du temps de Chiang Kai-shek, les avait placées. Cette démarche ne peut en aucun cas être comparée à la Révolution culturelle déclenchée par Mao

⁴⁰ Entretiens avec Chang Mau-kuei, chercheur à l'Institut de sociologie de l'Academia Sinica, Taipei. Voir aussi Gunter SCHUBERT, « L'émergence d'une nouvelle nation ? Le discours sur l'identité nationale dans le Taiwan de la fin du XX^e siècle », *Perspectives chinoises*, 52, mars-avril 1999, pp. 58-70, et Chen, *Xiangxin Taiwan*, op. cit.

⁴¹ *Taipei Times*, 28 septembre 2003.

⁴² HSIAU A-chin, *Contemporary Taiwanese Cultural nationalism*, Londres, Routledge, 2000, pp. 98-99.

Zedong, comme l'ont prétendu Lee Wei-chin et certains députés de l'opposition⁴³. A quelques exceptions près (notamment Yao Chia-wen, Su Chin-chiang, Lin Yu-tee), les politiques culturelles, ainsi que la poursuite des réformes du système éducatif et du contenu des manuels, ont été menées par des intellectuels nationalistes modérés partageant une même volonté de construire une culture et une identité nationales taiwanaises par un processus d'inclusion et de fusion des différents apports historiques, plutôt que par l'exclusion de certains éléments « étrangers ».

Tchen Yu-chiou, qui fut présidente de la Commission aux affaires culturelles (*Wenhua jianshe weiyuanhui* 文化建設委員會) durant les quatre années du premier mandat de Chen Shui-bian, avant de devenir secrétaire générale de l'Association pour la culture (*Guojia wenhua zonghui* 國家文化總會)⁴⁴, résume cette approche de la façon suivante :

« Alors qu'il est crucial pour Taiwan de développer sa propre identité culturelle et de construire une image internationale unique, je pense qu'il n'est pas nécessaire de nier l'influence de la culture chinoise à Taiwan. Il n'y a aucun mal à ce que la culture taiwanaise ait ses racines en Chine. La culture japonaise vient également de Chine, mais ce pays sut tirer parti de cette influence pour développer une culture propre très distincte. Toutes les discussions à propos de l'éradication de l'influence culturelle chinoise ne sont rien d'autres que des attaques politiques cyniques envers notre propre culture. Devrions-nous garder le Musée national du Palais qui préserve des œuvres venues de Chine ? Bien sûr que nous le devrions. Taiwan n'a aucune raison d'abandonner l'opportunité de développer une culture unique, qui lui soit propre, en se tenant debout sur les épaules d'un géant⁴⁵. »

Il n'en reste pas moins que la politique culturelle du PDP chercha à poursuivre la valorisation de la singularité et de la « subjectivité » de Taiwan (*Taiwan zhutixing*), dans la lignée de ce qui fut entrepris durant le dernier mandat de Lee Teng-hui. Cet objectif était en relation directe avec le développement d'une culture centrée sur Taiwan. Le discours cartographique en fournit un bon exemple. Les cartes historiques de Taiwan ont fait l'objet d'une attention particulière de la part des cercles de la culture passés aux mains du PDP. Tracées par les différents occupants de l'île (Hollandais, Espagnols, Français, Japonais, Chinois), elles participèrent en effet à la mise en avant de la « subjectivité » taiwanaise en matérialisant la trajectoire historique spécifique de Taiwan. Centrées sur l'île, elles devaient donner corps à son individualité.

⁴³ Voir LEE Wei-chin, « Taiwan's cultural reconstruction movement : identity politics and collective action since 2000 », *Issues & Studies*, 41 (1), mars 2005, pp. 1-51.

⁴⁴ L'Association pour la culture nationale (*Guojia wenhua zonghui*) est le second organisme gouvernemental chargé de l'élaboration des politiques culturelles à Taiwan. Alors que la Commission aux affaires culturelles est devenue un ministère de la Culture depuis mai 2012, l'association dépend quant à elle directement du Bureau du président. Elle a changé de nom plusieurs fois : l'Association pour la renaissance de la culture chinoise (*Zhonghua wenhua fuxing zonghui* 中華文化復興總會) est ainsi devenue l'Association pour la culture nationale (*Guojia wenhua zonghui*) sous Chen Shui-bian, en décembre 2006. Après le retour au pouvoir du KMT, elle a pris le nom d'Association pour la culture chinoise (*Zhonghua wenhua zonghui* 中華文化總會) en décembre 2010.

⁴⁵ Entretien avec Tchen Yu-chiou, *Taipei Times*, 29 mai 2005 (ma traduction).

Durant la période 2000-2008, plusieurs séries de cartes anciennes ont été publiées par la Commission aux affaires culturelles et le ministère de l'Éducation. La première est accompagnée de l'explication suivante : « [à] travers ces cartes, la subjectivité taiwanaise [...] est clairement représentée ; elles permettent aux Taiwanais de comprendre leur patrie et d'envisager l'avenir »⁴⁶. Durant l'été 2003 se tint au musée national d'Histoire de Taipei (*Guoli lishi bowuguan* 國立歷史博物館) une exposition intitulée « Formose – Exposition sur les cartes anciennes et les manières de vivre de Taiwan (*Meilidao – Taiwan gu ditu yu shenghuo fengmao zhan* 美麗島－台灣古地圖與生活風貌展) ». D'une grande diversité, les cartes présentées mettaient en scène le développement de Taiwan au gré des différentes vagues de colons ou d'occupants temporaires – défrichage, agriculture, développement des infrastructures de transport, etc. –, alimentant ainsi le discours sur la diversité des origines dont sont issues à la fois la richesse et la spécificité de l'expérience taiwanaise.

Devenu ministre de l'Éducation en mai 2004, l'historien Tu Cheng-sheng fit également publier une série de cartes anciennes sous forme de calendrier. Trois mille exemplaires de ces calendriers furent envoyés aux lycées, et mille autres vendus au public. Devant le succès remporté par cette initiative, des posters seront ensuite créés. Sur la couverture du calendrier figurait la carte régionale renversée imaginée par Tu Cheng-sheng et rendue célèbre par la controverse qu'elle suscita : reprenant les représentations de plusieurs cartes anciennes dessinées par les Européens, cette carte a subi une rotation contrahoraire de 90 degrés qui place Taiwan au-dessus de la Chine (dont une partie seulement est représentée), et l'île au centre d'un ensemble insulaire. Pour Tu Cheng-sheng, il s'agissait de mettre en avant un autre point de vue et d'insister sur le caractère océanique de Taiwan⁴⁷.

Le gouvernement Chen attachait une importance particulière à l'affirmation du « caractère océanique » de Taiwan. Avant l'arrivée au pouvoir du PDP, la thèse d'une nation océane taiwanaise avait été développée par des intellectuels indépendantistes, tels Lee Hsiao-feng et Lin Yang-min, soucieux de montrer l'appartenance de Taiwan à l'espace culturel du Pacifique, en opposition à la culture continentale chinoise. Une fois au pouvoir, le PDP fera de cette thèse un élément central de sa stratégie de construction de la singularité culturelle taiwanaise. En 2004, la vice-présidente Lu Hsiu-lien publia notamment un ouvrage intitulé *Le Grand Futur de Taiwan. La construction d'une nation océane globalisée*⁴⁸. Durant ses quatre années à la tête de la Commission aux affaires culturelles, Tchen Yu-chiou s'efforça également de « préparer le futur paysage culturel de l'île et

⁴⁶ Cité par CHANG Bi-yu, « De la taiwanisation à la désinisation. La politique culturelle depuis les années 1990 », *Perspectives chinoises*, 85, septembre-octobre 2004, p. 47.

⁴⁷ *Ziyou shibao*, 25 janvier 2005.

⁴⁸ LU Hsiu-lien, *Le Grand Futur de Taiwan. La construction d'une nation océane globalisée* (*Taiwan da weilai. Haiyang liguo shijie dao* 台灣大未來海洋立國世界島), Taipei, Zhibenja (Knowable Publisher), 2004.

mettre en évidence sa culture maritime ». « La mer est le nouveau territoire [des Taiwanais] et grâce à elle, [ils ont] un immense avenir devant [eux] »⁴⁹. Là encore, les représentations cartographiques jouèrent un rôle important. D'autres symboles de ce caractère océanique, comme la baleine, furent convoqués. Ce cétacé offrait l'avantage de présenter une forme relativement proche de celle de Taiwan, ce qui permettait des effets de superposition graphique pour la création de logos ou d'affiches. Certes, ces nouveaux symboles ne devinrent pas omniprésents dans le paysage taiwanais, mais ils se retrouvèrent propulsés sur le devant de la scène en 2005, déclarée « Année de Taiwan l'océanique » (*haiyang Taiwan nian* 海洋台灣年) par le gouvernement Yu Shyi-kun dans le but avoué de « construire un pays basé sur la mer »⁵⁰.

L'accent mis sur la dimension maritime de Taiwan fait écho à la volonté de rompre avec le discours, autrefois dominant, réduisant la culture taiwanaise à une forme frontalière de la culture chinoise. L'insularité de Taiwan fut associée à l'ouverture sur l'extérieur, aux échanges internationaux, et donc à la perméabilité de la culture taiwanaise, présentée comme un métissage d'influences locales et globales. Le PDP entendait montrer que si la culture taiwanaise s'enracinait dans la culture chinoise, elle avait évolué au fil d'une série d'accumulations et de fusions avec des éléments exogènes qui lui avaient donné sa forme plurielle, hybride et originale. La mise en exergue de la singularité de Taiwan se trouvait ici reliée à la valorisation du caractère pluriethnique et multiculturel de la communauté de destin insulaire en construction. Poursuivant les efforts engagés dans ce sens sous Lee Teng-hui, le PDP tenta de renforcer l'idée selon laquelle la pluralité culturelle de Taiwan était constitutive de sa singularité et de sa valeur. Pour illustrer cette conception, Tchen Yu-chiou eut recours à la métaphore du « diamant taiwanais (*zuanshi Taiwan* 鑽石台灣) »⁵¹ :

« La diversité de sa culture, de son histoire et de son écologie, combinée avec son industrialisation rapide, ont transformé Taiwan en un diamant étincelant de diversité. Le “diamant” qu'est Taiwan a plusieurs facettes, et chacune a son propre caractère et sa propre beauté. Cependant, peu de gens ont une réelle connaissance de la diversité de Taiwan, aussi, peu sont ceux qui apprécient le diamant⁵². »

En recourant à la métaphore du bijou pour décrire la culture taiwanaise, le PDP chercha à générer une fierté partagée d'être taiwanais – c'est-à-dire une identification à Taiwan débarrassée du complexe d'infériorité à l'égard de la Chine et de la culture chinoise, et, par voie de conséquence, un catalyseur du renforcement de la conscience nationale au sein de la population. La valorisation des facettes culturelles de l'île prit la forme d'une série d'initiatives visant à faire reconnaître les différents héritages constitutifs du Tout taiwanais. C'est en partie dans cette optique que le

⁴⁹ TCHEN Yu-chiou, « Politique culturelle et identité taiwanaise », *Monde chinois*, 3, hiver 2004-2005, pp. 52-53.

⁵⁰ *Taiwan News*, 26 décembre 2004 (ma traduction).

⁵¹ *Zhongyang tongxun she* (CNA), 18 mars 2006.

⁵² Entretien avec Tchen Yu-chiou, *Taipei Times*, 29 mai 2005 (ma traduction).

gouvernement accéda aux demandes de reconnaissance officielle de cinq peuples austronésiens : les Shao en 2001, les Kavalan en 2002, les Truku (Taroko) en 2004, les Sakizaya en 2007 et les Seedeq en avril 2008⁵³. En 2001, il créa la Commission aux affaires hakka, sur le modèle de la Commission aux peuples aborigènes (Yuanminhui 原民會)⁵⁴. Deux chaînes de télévision subventionnées par l'Etat furent également lancées, l'une dédiée à la culture et à la langue hakka, l'autre aux peuples aborigènes ; et, en juillet 2006, un Centre de ressources entièrement consacré aux Austronésiens de Taiwan, fruit d'une coopération entre le Yuanminhui et l'Université nationale de Taiwan, ouvrait ses portes.

Ces initiatives ne suffisant pas à susciter un intérêt réel pour les cultures locales au sein de la population, les institutions en charge de la culture impulsèrent plusieurs projets, dont le programme « Fenêtre sur Taiwan » qui avait pour dessein « de promouvoir le concept de “diamant taiwanais” et d'encourager la population taiwanaise à en connaître davantage sur notre pays [...] »⁵⁵. Les personnes issues des différents groupes ethniques furent invitées à aller à la rencontre des autres cultures locales, afin de dépasser les tensions ethniques et de renforcer la conscience taiwanaise autour du sentiment de l'unité dans la diversité, une idée également présente dans la « Résolution sur la diversité ethnique et l'unité nationale (*zuqun duoyuan guojia yiti jueyiwen* 族群多元國家一體決議文) » adoptée par le PDP en septembre 2004. Au printemps 2005, elle sera exprimée en ces termes par le vice-président de la Commission aux affaires culturelles, Wu Ching-fa : « Taiwan est un lieu avec de nombreux groupes ethniques et une identité confuse. Nous devons établir notre propre identité culturelle et politique et découvrir qui nous sommes à travers la localisation, tout en embrassant en même temps la mondialisation⁵⁶. »

Dans l'optique de l'administration Chen, la reconstruction et l'affirmation d'une identité culturelle taiwanaise devaient non seulement renforcer la conscience nationale, mais aussi lever la confusion régnant sur la scène internationale quant au statut de Taiwan. Dans cette perspective, la mise en avant du caractère singulier, car océanique et pluriel, de la culture taiwanaise allait servir de socle à la construction d'une « image de marque » culturelle susceptible de représenter et de faire connaître l'île dans le monde en la distinguant de la Chine populaire. Il s'agissait d'accroître la visibilité de Taiwan par le biais de la culture. Ce projet, une fois encore, s'inscrivait dans la continuité de la politique culturelle engagée par Lee Teng-hui et dans l'esprit de sa « diplomatie pragmatique » selon laquelle les échanges culturels devaient aider à contourner le problème du

⁵³ Ils rejoignent les neuf autres peuples austronésiens de Taiwan officiellement reconnus à l'heure actuelle : Amis, Atayal, Bunun, Dawu, Paiwan, Puyuma, Rukai, Saisiyat et Tsou.

⁵⁴ Pour un aperçu des activités culturelles parrainées par la Commission aux affaires hakka, voir <http://www.hakka.gov.tw/mp.asp?mp=1> (consulté le 29 septembre 2014).

⁵⁵ Entretien avec Tchen Yu-chiou, *Taipei Times*, 29 mai 2005 (ma traduction).

⁵⁶ Entretien avec Wu Ching-fa, *Taipei Times*, 10 avril 2005 (ma traduction).

déficit de reconnaissance diplomatique et fournir un moyen d'affirmer l'existence de Taiwan-la République de Chine en tant qu'Etat indépendant⁵⁷. Aux yeux du PDP, cela impliquait la création d'une image non chinoise, un « label taiwanais » clairement identifiable sur la scène internationale. Les cultures austronésiennes de Taiwan furent largement mises à contribution : la section consacrée à la culture dans le livret d'introduction à Taiwan édité et distribué par l'Office d'information du gouvernement à partir de la fin de 2003 s'ouvrait ainsi sur un passage consacré aux cultures austronésiennes de l'île⁵⁸ ; les voyageurs débarquant à l'aéroport international de Taoyuan (anciennement aéroport Chiang Kai-shek) étaient accueillis par des affiches sur lesquelles ils pouvaient lire « Naruwan », ce qui signifie « bienvenue » en langue amis ; un tiers de la couverture du *Taiwan Yearbook 2005* était occupé par des Dawu portant un *tsinulikulan* (bateau de pêche traditionnel), et celle du dépliant d'introduction au tourisme distribué dans les bureaux de représentation de Taiwan en 2005-2006 par une femme en costume traditionnel paiwan.

La radicalisation des années 2006-2008

Au cours de ses deux dernières années de présidence, Chen Shui-bian radicalisa sensiblement sa politique de construction nationale. Pour Chen Shui-bian et une grande partie du PDP, la conservation du cadre institutionnel et symbolique de la République de Chine revêtaient un caractère essentiellement tactique. Tout au long de ses deux mandats, la politique de construction nationale fut l'objet de tensions continues entre partisans d'un nationalisme taiwanais radical, passant par la « désinisation » de Taiwan, et défenseurs de l'édification patiente d'une identité nationale taiwanaise transcendant les divisions et les conflits grâce au compromis et à l'adaptation du cadre institutionnel et de l'héritage culturel de la République de Chine à la réalité historico-culturelle taiwanaise. Dans l'ensemble, au cours de la période 2000-2005, les partisans de l'élaboration d'un consensus national par le compromis l'ont emporté tant bien que mal.

Donnant suite à une promesse faite par Chen Shui-bian lors de la campagne présidentielle de 2004, le gouvernement Yu Shyi-kun remit en janvier 2005 un rapport, intitulé « Promouvoir activement la rectification du nom [de l'Etat], faire ressortir la subjectivité de Taiwan » (*wushi tuidong zhengmin, zhangxian Taiwan zhutixing* 務實推動正名, 彰顯台灣主體性), qui définissait une « politique de rectification des noms » (*zhengming zhengce* 正名政策) visant à la disparition, fin 2006, de toute référence à la Chine (*zhonghua* 中華 ou *zhongguo* 中國) dans les intitulés des institutions publiques, des entreprises et des organismes affiliés à l'Etat. Le 1^{er} février 2005, Hsieh Chang-ting, succédant à Yu Shyi-kun au poste de Premier ministre, fit part de ses réserves sur

⁵⁷ LEE Teng-hui, *La Position de Taiwan (Taiwan de zhuzhang 台灣的主張)*, Taipei, Yuanliu, 1999, p. 126.

⁵⁸ *A Brief Introduction to Taiwan*, Government Information Office, décembre 2003, pp. 180-181.

les directives contenues dans le rapport⁵⁹ : elles ne feraient, selon lui, qu'accroître la pression exercée sur le gouvernement par l'opposition (qui contrôlait toujours le Parlement). Priorité devait être donnée, selon lui, à l'élaboration d'un consensus sur les questions relatives à l'identité de Taiwan et à l'amélioration des relations avec les Etats-Unis et le Japon ; or la campagne de rectification des noms aurait des effets négatifs sur les deux tableaux. Durant les onze mois qu'il passa à la tête du gouvernement, le programme ne fut pas mis en œuvre.

La radicalisation amorcée début 2006 peut s'expliquer par la conjonction de plusieurs facteurs. Tout d'abord, le constat de l'impossibilité de tout compromis avec le Kuomintang, progressivement revenu, après l'expulsion de Lee Teng-hui en 2000, à une ligne politique panchinoise et unificationniste⁶⁰. Ensuite, l'intransigeance de la Chine populaire, incarnée par le vote d'une loi antisécession en mars 2005, hypothéquait tout espoir de dialogue. Enfin, le cuisant revers enregistré par le PDP aux élections locales de décembre 2005 et la perspective d'une défaite aux présidentielles de 2008 face à Ma Ying-jeou, élu président du Kuomintang en 2005, semblent avoir incité Chen Shui-bian à accélérer le pas des réformes visant à détruire l'idée selon laquelle l'Etat taiwanais était aussi la continuité de la République de Chine, dont il assurait à la fois l'héritage et l'indigénisation (*bentuhua* 本土化). Le fait d'associer Taiwan à la République de Chine, et plus généralement à un héritage chinois, fut dès lors présenté comme une « anormalité », une « monstruosité » dont le peuple taiwanais devait se débarrasser pour pouvoir vivre dignement.

Courant 2007, une feuille de route fut établie sous la forme d'une « Résolution pour un pays normal » (*zhengchang guojia jueyiwen* 正常國家決議文)⁶¹. Le texte final adopté par le PDP le 30 septembre 2007 identifie deux défis (*tiaozhan* 挑戰) – l'autoritarisme rémanent du Kuomintang et l'hégémonisme chinois – qui, combinés, « ont produit cinq grandes menaces pesant sur la normalisation de l'Etat taiwanais » (*xingcheng dangqian Taiwan guojia zhengchanghua de wu da weixie* 形成當前台灣國家正常化的五大威脅) : « l'anormalité des relations internationales » de Taiwan ; « l'anormalité du système constitutionnel » due au maintien de la Constitution de la République de Chine entrée en vigueur sur le continent en 1947 et, de ce fait, totalement inadaptée à la réalité de l'Etat taiwanais ; « l'anormalité de l'identité nationale » produite par l'endoctrinement de la population taiwanaise ainsi que par la destruction et la stigmatisation des cultures locales par le Kuomintang, qualifié de « pouvoir étranger » (*wailai weiquan* 外來威權) ; « l'anormalité de la justice sociale » ; et « l'anormalité de la compétition entre les partis politiques ». Sont énumérées ensuite les mesures nécessaires à la « normalisation de l'Etat taiwanais » : la suppression des

⁵⁹ *Ziyou shibao*, 1^{er} février 2005, p. 5.

⁶⁰ Voir *infra*.

⁶¹ Le texte intégral de la résolution (en mandarin) peut être consulté sur le site Internet du PDP : http://www.dpp.org.tw/upload/history/20100604120114_link.pdf (consulté le 29 septembre 2014).

références à la Chine et l'emploi de « Taiwan » à chaque fois que cela s'avère possible (*tuidong zhengming* 推動正名) ; l'abandon d'un certain nombre de marqueurs, tel celui du calendrier de la République de Chine au profit du calendrier grégorien ; la rédaction d'une nouvelle Constitution dont la ratification par référendum démontrera que Taiwan est un Etat indépendant et souverain ; l'intégration au sein des Nations unies sous le nom de Taiwan ; la mise en place d'une justice transitionnelle (*zhuanxing zhengyi* 轉型正義) chargée de faire la lumière sur les crimes perpétrés durant la période de dictature ; et le renforcement de la subjectivité et de l'identité nationale taiwanaise. Cette dernière demeurant fondée sur l'idée de « communauté de destin » (*mingyun gongtongti* 命運共同體), sa consolidation nécessite la promotion des cultures locales et des « langues maternelles » (*muyu* 母語), ainsi que la poursuite de la taiwanisation du contenu des programmes scolaires.

Mais c'est la décision, annoncée à la fin de février 2006, de mettre fin aux activités du Conseil pour l'unification nationale et de suspendre les Lignes directrices pour l'unification nationale qui marque le véritable coup d'envoi de la radicalisation. En revenant sur l'une des cinq promesses qu'il avait faites au début de chacun de ses deux mandats, Chen Shui-bian chercha à opérer une rupture symbolique avec les années plus conciliantes qui avaient précédé. En effet, cela faisait déjà longtemps que ni le Conseil ni les Lignes directrices n'étaient plus pris en compte dans l'élaboration de la politique chinoise de Taipei. Le remplacement de Hsieh Chang-ting par Su Tseng-chang en janvier 2006 relança également le mouvement de taiwanisation symbolique et de « rectification des noms ». A la fin février, Su approuvait la proposition de la députée PDP Lin Tai-hua d'abandonner le calendrier de la République de Chine au profit du calendrier grégorien⁶² ; en mars était annoncé un projet de retrait des statues de Chiang Kai-shek et de Chiang Ching-kuo des casernes militaires⁶³ ; et, au début de septembre, l'aéroport international Chiang Kai-shek était renommé « Aéroport international Taiwan Taoyuan »⁶⁴. Mais, une fois de plus, les contraintes pesant sur la capacité du PDP à réformer apparurent au grand jour. Très vite, le gouvernement déclara qu'il ne procéderait au changement de calendrier qu'avec le soutien de la population et que le projet « restait à l'étude » – une façon de temporiser face à la controverse déclenchée⁶⁵. De même, le ministre de la Défense Lee Jye annonça le gel du retrait des statues des deux Chiang après le tollé soulevé par cette décision non seulement dans les rangs de l'opposition, mais aussi au sein de l'armée⁶⁶.

L'entreprise de taiwanisation de l'univers symbolique n'en fut pas moins poursuivie. En février 2007, le rapport sur la rectification des noms remis par Yu Shyi-kun deux ans plus tôt fut mis

⁶² *Taipei Times*, 25 février 2006.

⁶³ *Taipei Times*, 21 mars 2006.

⁶⁴ *Taipei Times*, 7 septembre 2006.

⁶⁵ *Taipei Times*, 14 mars 2006.

⁶⁶ *Taipei Times*, 23 mars 2006.

à exécution. Le gouvernement commença par changer les noms anglais et mandarin de deux entreprises aux enseignes omniprésentes sur le territoire taiwanais : China Petroleum Corp. (*zhongguo shiyou* 中國石油) fut renommée CPC Corp. Taiwan (*Taiwan shiyou* 台灣石油) et la poste (*zhonghua youzheng* 中華郵政, Chunghwa Post Corp.) devint Taiwan Post Co. (*Taiwan youzheng* 台灣郵政)⁶⁷. De même, en mai 2007 fut annoncé un plan de transformation du mémorial Chiang Kai-shek. A la fin de l'année, la place qui l'abrite fut rebaptisée « place de la Liberté » (*ziyou guangchang* 自由廣場) et, à l'intérieur du mausolée, devenu Mémorial de la démocratie taiwanaise, une exposition de photos commémorant les combats menés pour la démocratisation de Taiwan et des cerfs-volants multicolores symbolisant la liberté entourèrent la gigantesque statue du dictateur.

Enfin, en 2007-2008, à l'occasion des campagnes pour les élections législatives et présidentielles, Chen Shui-bian poussa à la tenue d'un référendum destiné à faire admettre l'île aux Nations unies non plus sous le nom de République de Chine, mais sous celui de « Taiwan ».

Ma Ying-jeou et le retour du gouvernement KMT au nationalisme panchinois

Au cours des années 2000, le Kuomintang, sous la présidence de Lien Chan (mars 2000-août 2005) puis sous celle de Ma Ying-jeou (d'août 2005 à mars 2007 et de nouveau depuis juillet 2009), s'est vite éloigné de la « ligne Lee Teng-hui » (*Li Denghui luxian* 李登輝路線) décrite plus haut pour revenir aux canons de l'idéologie de la Grande Chine et du nationalisme panchinois selon lesquels les populations des deux rives font partie d'une même nation conçue en termes essentialistes ; Taiwan est un territoire de la Grande Chine, au même titre que le « continent » ; l'indépendance n'est pas une option pour le futur politique de l'île ; les deux rives du détroit doivent œuvrer à leur rapprochement afin de mettre en place les conditions favorables à la réalisation de l'unification et de la « renaissance » de la nation chinoise.

Ce changement de cap a été rendu possible par la marginalisation du camp prolocalisation, la réintégration de députés unificationnistes ayant quitté les rangs du Parti proche du peuple (PPP) de Soong Chu-yu en 2005-2006⁶⁸ et le noyautage de la direction du KMT par des continentaux de la seconde génération et, de façon plus générale, par des partisans de l'idéologie de la Grande Chine. Parmi eux, outre Ma Ying-jeou, figurent Hau Lung-pin, fils du général Hau Pei-tsun et maire de Taipei depuis décembre 2006, Liu Chao-hsuan (Premier ministre de mai 2008 à septembre 2009), King Pu-tsun (l'un des principaux conseillers de Ma Ying-jeou), Wang Chien-hsuan (président du

⁶⁷ *Taipei Times*, 13 février 2007.

⁶⁸ Au début de 2006, neuf députés du PPP avaient regagné les rangs du KMT. Parmi eux, Lee Ching-hua, Lee Ching-an et Chou Hsi-wei, continentaux de la deuxième génération et virulents opposants à l'administration Chen, régulièrement accusée de « désiniser » Taiwan.

Yuan de contrôle), Kuan Chung (président du Yuan des examens), mais aussi Lien Chan (né en Chine de parents taiwanais et dont la femme, Lien Fang Yu, est continentale) et son fils Sean Lien, Wu Po-hsiung (président du KMT d'avril 2007 à juillet 2009⁶⁹) ou encore Chiang Pin-kung (président de la Fondation pour les échanges à travers le détroit, l'organisme paragouvernemental chargé des négociations avec la Chine, de mai 2008 à septembre 2012).

Cette reprise en main du KMT par le camp unificationniste s'est rapidement traduite en actes. A la fin d'avril 2005, Lien Chan se rendait en Chine populaire pour rencontrer Hu Jintao et signer avec lui un accord interpartis en cinq points qualifié de « vision commune ». Dans leur communiqué de presse commun, le PCC et le KMT s'engageaient à « soutenir le “consensus de 1992”⁷⁰, à s'opposer à l'indépendance, à construire la paix et la stabilité dans le détroit, à promouvoir le développement des liens entre les deux rives et à protéger les intérêts des compatriotes de part et d'autre du détroit ». Le 19 août, lors du XVII^e Congrès du KMT, cette « vision commune » fut intégrée à la plateforme du Parti⁷¹.

Depuis 2008, Ma Ying-jeou s'en tient au principe d'une Chine unique. Quelques mois après son élection, il affirmera ainsi à plusieurs reprises que les relations entre les deux rives ne peuvent être qualifiées de « relations d'Etat à Etat », comme l'avaient fait ses deux prédécesseurs, et qu'il est plus juste de parler de « relations spéciales entre les deux rives » (*liang'an teshu guanxi* 兩岸特殊關係) ou de « relations de région à région », conformément à la Constitution de la République de Chine⁷². Il semble que Ma ait alors cherché à savoir jusqu'où il pouvait aller, compte tenu du soutien massif apporté à sa candidature – qui a recueilli 58,45 % des suffrages – et à son parti – qui a remporté 81 des 113 sièges de député aux élections législatives tenues deux mois plus tôt. Il profita en tout cas de cette écrasante victoire pour négocier et signer le plus vite possible une série d'accords concrétisant ses promesses de libéralisation des échanges entre les deux rives.

Mais si l'établissement de liaisons aériennes directes, l'ouverture de l'île au tourisme chinois de masse, la levée de la plupart des restrictions pesant sur les investissements et les délocalisations d'entreprises taiwanaises en Chine et, dans une moindre mesure, la signature d'un premier accord partiel de libre-échange (l'Accord-cadre de coopération économique, ou ECFA) étaient attendus par la population, Ma Ying-jeou n'a pas remporté les élections sur la base d'une feuille de route traçant

⁶⁹ En mars 2012, lors d'un entretien avec Hu Jintao, Wu Po-hsiung proposa notamment que les relations entre les deux rives se fassent dans le cadre d'« un pays, deux régions » (*yi guo liang qu* 一國兩區). *Taipei Times*, 23 mars 2012.

⁷⁰ Sur ce consensus, voir *infra*.

⁷¹ MA Ying-jeou, « Bridging the divide : a vision for peace in East Asia », discours prononcé à la London School of Economics le 16 février 2006, texte disponible sur le site de l'université : <http://www2.lse.ac.uk/publicEvents/pdf/20060213-Ying-jeou.pdf> (consulté le 29 septembre 2014).

⁷² A ce sujet, voir *Taipei Times*, 4 septembre, 8 octobre et 22 décembre 2008. Voir aussi HU Weixing, « Prospects of cross Taiwan strait relations. Toward an involutional process? », in HU Weixing, *New Dynamics in Cross-Taiwan Strait : How Far Can the Rapprochement Go ?*, Londres, Routledge, 2013, pp. 222-223.

la voie vers l'unification. Il a été élu en faisant campagne sur des thèmes très proches de ceux du PDP : identification à Taiwan, défense de la démocratie et de la souveraineté de l'île, fermeté face aux pressions chinoises, notamment lors des négociations d'accords susceptibles de porter atteinte à la dignité et aux intérêts des Taiwanais⁷³. De plus, comme l'a montré Frank Muyard dans une étude récente, le retour au pouvoir du KMT et l'accélération de l'intégration économique des deux rives n'ont entraîné ni effondrement de l'identité nationale taiwanaise, ni accroissement du désir d'unification⁷⁴. Toutes les enquêtes effectuées sur la période 2008-2014 montrent que l'identification à Taiwan en tant qu'Etat-nation a continué de progresser et que l'unification, qu'elles qu'en soient les conditions, est rejetée par une majorité de plus en plus forte.

Le nationalisme panchinois de Ma Ying-jeou s'est donc également retrouvé sous contrainte, obligé de s'adapter aux résistances engendrées par la consolidation d'une conscience nationale taiwanaise et par le jeu démocratique. Il a notamment tenté de se distancier des prises de position trop ouvertement unificationnistes, telle la « vision en seize caractères » des relations Taiwan-Chine défendue par Lien Chan lors de sa rencontre avec Xi Jinping, à la fin du mois de février 2013⁷⁵, prônant « une Chine (*yi ge zhongguo* 一個中國) », « la paix entre les deux rives (*liang'an heping* 兩岸和平) », « une intégration mutuellement bénéfique (*huli ronghe* 互利融合) » et « la renaissance de la nation chinoise (*zhenxin zhonghua* 振興中華) » : via son porte-parole, Ma Ying-jeou s'est empressé de préciser que cette vision relevait de l'opinion personnelle de Lien Chan (bien que celui-ci soit président honoraire du KMT) et ne reflétait pas la position du gouvernement.

Conscient que l'unification ne peut être qu'un objectif à plus ou moins long terme, dont les conditions doivent être patiemment réunies au travers d'une intégration économique et sociétale, mais aussi d'une « resinisation » de la population taiwanaise, Ma Ying-jeou a opté pour un discours beaucoup plus équivoque, car jouant sur la polysémie des expressions et des symboles. Ainsi, dans la plupart de ses interventions publiques, le rapprochement des deux rives apparaît guidé par la poursuite de la « paix » et la mise en place d'une « situation gagnant-gagnant » ; l'unification n'est pas à l'ordre du jour, et le principe d'une « Chine unique » qui fait directement référence à cette unification, édulcoré de deux façons : en justifiant son recours sur la base d'une interprétation purement juridique de la Constitution de la République de Chine (*xianfa yi zhong* 憲法一中) qui

⁷³ Voir Tanguy LEPESANT, « Chine-Taiwan : le retour du Kuomintang », *Politique étrangère*, 2, 2008, pp. 295-306, et Frank MUYARD, « Elections 2008 à Taiwan. Victoire de Ma Ying-jeou et retour du KMT aux affaires », *Perspectives chinoises*, 2008/1, pp. 82-98.

⁷⁴ Frank MUYARD, « The formation of Taiwan's new national identity since the end of the 1980s », in David BLUNDEL (ed.), *Taiwan since Martial Law. Society, Culture, Politics, Economy*, Berkeley, University of California, Taipei, National Taiwan University Press, 2012, pp. 297-366.

⁷⁵ *The China Post*, 26 février 2013 et *The Washington Times*, 7 mars 2013.

renvoie à l'esprit pragmatique et instrumental des Lignes directrices⁷⁶ ; et en « noyant » ce principe dans une expression alternative, le « consensus de 1992 » (*jiu er gongshi* 九二共識), qui n'y fait qu'indirectement référence et permet de mettre l'accent sur la défense de ce que Ma Ying-jeou appelle le « statu quo ».

Le KMT présente ce « consensus » comme un accord non écrit passé cette année-là avec le PCC et selon lequel Pékin et Taipei reconnaissent l'existence d'une seule Chine dont Taiwan et le continent font partie – le sens à donner à cette « Chine unique » variant de chaque côté du détroit. Pour le Kuomintang, le contenu de cet accord est résumé dans la formule « une Chine, différentes interprétations » (*yi zhong ge biao* 一中各表) : la Chine en question est la République de Chine, dont la juridiction ne s'étend aujourd'hui qu'à la « région de Taiwan » mais dont le territoire et la souveraineté devraient inclure la « Chine continentale »⁷⁷. Dans la pratique discursive, l'expression « une Chine, différentes interprétations » s'efface cependant le plus souvent au profit du seul « consensus de 1992 », comme lors de la campagne pour l'élection présidentielle de mars 2012⁷⁸. Grâce à cette éviction, le « consensus de 1992 » permet au KMT de s'ériger en défenseur de la paix, du dialogue avec Pékin et du « statu quo » associé à la formule des « trois non » mise en avant par Ma Ying-jeou dès sa première campagne présidentielle : « non à l'unification, non à l'indépendance, non au recours à la force ».

En défendant le « statu quo », le KMT entend donner l'image d'un parti réaliste, pragmatique, cherchant un *modus vivendi* avec la Chine populaire afin de protéger les intérêts économiques et les libertés démocratiques de la population taiwanaise. Pourtant, il est évident qu'il n'y a pas de statu quo dans le détroit de Formose depuis 2008. Bien au contraire, l'administration Ma a poussé à une intégration économique, culturelle et sociétale à marche forcée entre les deux rives, quitte à court-circuiter les mécanismes du contrôle parlementaire lors de la signature des dix-huit accords conclus entre le printemps 2008 et l'automne 2012⁷⁹. Ce faisant, la direction unificationniste du KMT nourrit l'espoir de rapprocher les « Chinois des deux rives ». Ici encore, pour définir les relations censées les unir, Ma Ying-jeou use abondamment d'une expression polysémique – *zhonghua minzu* 中華民族 – faisant aussi bien référence à une communauté ethnoculturelle chinoise sans implications politiques qu'à une *nation* chinoise. Si les Taiwanais, dans leur majorité, ne voient pas d'objection à ce « peuple des deux rives » dont Ma parle régulièrement – un peuple descendant des empereurs

⁷⁶ Voir la première section, intitulée « La période Lee Teng-hui : réformes sous contrainte et naissance d'une communauté politique taiwanaise ».

⁷⁷ L'existence d'un tel accord est rejetée par le PDP et l'ensemble du camp indépendantiste, y compris Lee Teng-hui, alors président du Kuomintang et de la République de Chine.

⁷⁸ Tanguy LEPESANT, « Une nouvelle génération de Taiwanais aux urnes : les jeunes électeurs et le scrutin présidentiel de janvier 2012 », *Perspectives chinoises*, 2012/2, p. 83.

⁷⁹ A ce sujet, voir Françoise MENGIN, *Fragments d'une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris, Karthala, 2013, pp. 425-432.

Yan et Huang, partageant une même histoire et une même « culture chinoise » –, c'est parce qu'ils le limitent à sa dimension ethnoculturelle. L'objectif de l'administration Ma est d'infuser à l'intérieur de ce cadre un sentiment de communauté de destin économique puis politique, afin de faire glisser progressivement, dans la construction identitaire des Taiwanais, la notion de *zhonghua minzu* de l'ethnicité vers la nation.

En somme, en remettant en cause le processus de construction d'une nation taiwanaise engagé sous Lee Teng-hui et Chen Shui-bian, le KMT a accentué le caractère hybride et équivoque de l'identité de l'Etat. Le discours produit par Ma Ying-jeou oscille ainsi entre une relation d'équivalence du type de celle proposée par Chen Shui-bian avant la radicalisation de sa position – « la République de Chine est Taiwan, Taiwan est la République de Chine » (*Zhonghua minguo jiu shi Taiwan, Taiwan jiu shi Zhonghua minguo* 中華民國就是台灣, 台灣就是中華民國) – et un retour à l'orthodoxie, les institutions de cette république, provisoirement repliées sur l'île, ayant vocation à représenter « l'ensemble de la Chine et des Chinois ». L'instrumentalisation du drapeau de la République de Chine par l'administration Ma est un parfait exemple de ce double discours. Elle vise non seulement à matérialiser les liens historiques qui unissent Taiwan à la République et donc à la Grande Chine, mais aussi, et de façon tactique, à symboliser l'existence et la souveraineté de l'Etat taiwanais sur la scène internationale et face à l'irrédentisme de Pékin⁸⁰.

Le positionnement identitaire des Taiwanais nés dans les années 1980

L'« anormalité » de la situation taiwanaise dénoncée par le PDP, l'identité hybride de l'Etat, mais aussi la complexité croissante des relations avec la Chine populaire, qui fait peser une menace potentiellement mortelle sur la démocratie taiwanaise tout en étant désormais perçue comme un élément-clé de la santé économique de l'île, nous ramènent à la question posée en introduction : que signifie « être taiwanais » ? La première conséquence de l'enchevêtrement symbolique décrit dans les pages précédentes est la polysémie des catégories identitaires « Taiwanais » et « Chinois » ayant cours sur l'île. Quelque temps avant sa mort, Chiang Ching-kuo se disait par exemple volontiers « taiwanais » ; il entendait par là mettre en avant son attachement à l'île de Taiwan comme lieu de vie, ce qui ne l'empêchait pas de considérer les différentes cultures locales comme des sous-ensembles de la culture chinoise et les Taiwanais comme partie intégrante de la Grande Nation chinoise.

⁸⁰ Tanguy LEPESANT, « Une nouvelle génération... », art. cité, p. 82.

Il convient donc de se demander si les personnes qui se disent taiwanaises et/ou chinoises se réfèrent toutes au même groupe, au même « nous ». S'il s'agit d'une identité locale correspondant à un enracinement géographique, à un lieu de résidence, sans référence spécifique à une dimension ethnoculturelle ou politique ; ou bien d'une identité « ethnique » fondée sur une histoire et une culture partagées, mais située à un niveau infra ou transnational ; d'une identité nationale, c'est-à-dire un « nous » forgé sur le sentiment d'appartenir à une communauté politique territorialisée et souveraine ; ou bien encore d'une identité civilisationnelle correspondant au sentiment d'appartenir à une civilisation au sens où l'entend Fernand Braudel, c'est-à-dire un espace géographique marqué par les « signes d'une cohérence culturelle » (s'exprimant dans des modes de vie et de pensée similaires ou apparentés) auxquels s'ajoute une certaine « permanence dans le temps »⁸¹ ?

Si l'on se place du point de vue des Taiwanais nés dans les années 1980, les réformes entreprises au cours des deux dernières décennies ont-elles contribué à brouiller un peu plus les pistes ou ont-elles frayé, à travers le maquis des possibles identitaires, un chemin convergeant vers une identité partagée qui transcende les divisions ethniques et partisans héritées de la période de dictature ?

Ce qu'être « taiwanais » signifie pour la génération post-réformes

Le tableau 1 reproduit en fin d'article montre que les quatre cinquièmes des étudiants qui ont répondu au questionnaire distribué en 2005 se sentent en premier lieu taiwanais. Parmi eux, près de la moitié revendique une identité exclusivement taiwanaise, alors qu'environ un tiers se dit à la fois taiwanais et chinois. Lors de l'élaboration du questionnaire, le choix a été fait de diviser la catégorie identitaire duale « taiwanais et chinois » généralement utilisée dans les enquêtes d'opinion en deux : d'une part « taiwanais et chinois », d'autre part « chinois et taiwanais ». Selon l'hypothèse à l'origine de ce choix, placer l'un des deux termes devant l'autre revêt une signification que le recoupement des réponses obtenues avec celles données ailleurs dans le questionnaire permet de dégager, notamment en distinguant les dimensions politique et culturelle de ces deux catégories lorsqu'elles sont utilisées simultanément.

Plusieurs résultats, complétés par les informations tirées des entretiens menés en parallèle, font effectivement ressortir la dimension politique de l'identité taiwanaise pour une écrasante majorité des personnes qui l'avancent en premier lieu. Ainsi, 83,3 % de ceux qui se déclarent uniquement taiwanais et 71 % de ceux qui se disent à la fois taiwanais et chinois répondent oui à la question « Si, après l'indépendance de Taiwan, il est possible de conserver de bonnes relations avec

⁸¹ Fernand BRAUDEL, *Ecrits sur l'histoire*, Paris, Flammarion, 1985 [1969], p. 292.

la Chine, acceptez-vous que Taiwan devienne indépendante ? » La plupart du temps, les jeunes interrogés estiment également que le gouvernement devrait placer les intérêts de Taiwan et de sa population en tête de ses préoccupations lorsqu'il prend des décisions ; ils revendiquent le droit à l'autodétermination pour la population de l'île ; et pensent que l'amélioration du statut de Taiwan sur la scène internationale doit être une priorité dans l'action du gouvernement. C'est ce que montre le tableau 2 (ligne 3) qui synthétise les réponses à la question « Selon vous, quels sont les trois domaines dans lesquels des progrès sont le plus nécessaire pour la société taiwanaise ? ».

Les données du tableau 3, établi à partir des réponses à la même question posée dans le cadre de l'enquête 2010, mais avec un éventail de propositions plus large (22 au lieu de 16), confirment ce qui vient d'être dit. La première colonne de résultats indique qu'aux yeux des personnes revendiquant une identité en premier lieu taiwanaise (uniquement taiwanaise ou taiwanaise et chinoise), la défense des intérêts de la communauté taiwanaise passe davantage par le renforcement des capacités de l'île à rehausser son statut international et à conserver ou à accroître sa marge de manœuvre économique (lignes 2, 8, 9 et 10) que par un rapprochement avec la Chine populaire, qu'il soit économique ou politique (lignes 16, 18 et 21)⁸². Ces résultats invitent à penser que, le plus souvent, « être taiwanais » traduit le sentiment d'appartenir à une communauté politique territorialisée et souveraine, liée par une certaine solidarité fondée sur le partage d'intérêts communs, et se limitant à Taiwan et à sa population – soit le sentiment d'appartenir à une nation taiwanaise. Ils sont corroborés par d'autres enquêtes récentes. L'une d'elles, publiée à la fin du mois d'avril 2013 par Taiwan Indicators Survey (*Taiwan zhibiao mindiao* 台灣指標民調), révèle ainsi que plus des trois quarts (76,2 %) des 20-29 ans interrogés estiment que les relations entre Taiwan et la Chine devraient être qualifiées de relations d'Etat à Etat⁸³.

Conception de la nation et perception de la « République de Chine à Taiwan »

Mais si tel est le cas, il reste à dégager les caractéristiques de cette conscience nationale. Est-elle primordialiste, exclusive, citoyenne, inclusive ? Comment la diversité culturelle de Taiwan est-elle envisagée ? Quels sont les marqueurs retenus pour symboliser la communauté nationale et la faire exister sur la scène internationale ? Après deux décennies de réformes et deux alternances politiques, la République de Chine est-elle devenue l'incarnation institutionnelle d'une nation taiwanaise se percevant comme intégrée au monde chinois, ou bien la nouvelle génération de

⁸² Comme en 2005, les jeunes se disant en premier lieu « taiwanais » constituent les quatre cinquièmes des personnes interrogées (voir le tableau 5).

⁸³ *Taipei Times*, 30 avril 2013.

citoyens aspire-t-elle à son remplacement par un Etat incarnant une nation coupée de ses racines historiques et culturelles et de son ethnicité chinoise ?

Les données du tableau 4 fournissent deux éléments de réponse à la première de ces quatre questions. Tout d'abord, elles montrent qu'une écrasante majorité (75,3 % en 2005 et 80,7 % en 2010) des jeunes interrogés opterait pour l'indépendance si les conditions géopolitiques rendaient celle-ci possible. Mais, en même temps, la prise en compte de l'ensemble des réponses dévoile une vision de l'avenir politique de Taiwan ni totalement tranchée ni définitive. En répondant positivement aux deux questions posées⁸⁴, ou positivement à l'une sans se prononcer sur l'autre, ou encore en ne se prononçant sur aucune des deux, les trois cinquièmes (60,7 %) des personnes interrogées en 2005 et plus de la moitié (51,1 %) de celles de l'enquête de 2010 ont laissé l'horizon politique de Taiwan ouvert. Autrement dit, bien souvent, l'identification à un Etat-nation taiwanais doit être comprise comme un point de départ, une base à partir de laquelle se déploie un éventail de futurs possibles. L'avenir politique de l'île n'est pas catégoriquement limité à l'indépendance éternelle d'une nation taiwanaise vécue sur un mode primordialiste. Une conception de la nation moderne et ouverte semble au contraire prendre forme au sein de cette génération.

L'option de l'unification perd cependant de son attrait au fil des ans. En 2005, près de la moitié des jeunes se disaient favorables à une future unification en cas de compatibilité économique et politique entre Taiwan et la Chine (ligne 12 du tableau 4). Cinq ans plus tard, ils se montrent beaucoup plus réticents : seulement un tiers (33,7 %) considère positivement cette éventualité, et 45,7 % rejettent catégoriquement l'unification quelles que soient les conditions de sa réalisation (contre seulement 32,4 % en 2005).

Pour cette génération, la communauté de destin taiwanaise n'est pas non plus envisagée sur un mode exclusif. Et ce pour deux raisons principales. Tout d'abord, elle ne repose pas sur une ethnicité unique mais sur la reconnaissance du caractère positif de la pluralité des cultures constituant le Tout taiwanais. Ainsi, lors de l'enquête effectuée en 2010, les étudiants interrogés ont placé « le développement du multiculturalisme » en tête des changements (*bianqian* 變遷) les plus bénéfiques apportés à la société taiwanaise au cours des vingt dernières années (voir le tableau 5)⁸⁵. Un tiers d'entre eux (34,4 %) ont fait ce choix au sein d'une liste de quatorze propositions. Il est également intéressant de noter que « l'internationalisation croissante de Taiwan » a obtenu un cinquième des suffrages.

⁸⁴ Ces deux questions étaient : « Si, après l'indépendance de Taiwan, il est possible de conserver de bonnes relations avec la Chine, acceptez-vous que Taiwan devienne indépendant ? » et « Si la Chine continentale se démocratise et rejoint le niveau économique de Taiwan, acceptez-vous l'unification ? ».

⁸⁵ La question posée était : « Selon vous, dans la liste ci-dessous des changements survenus au cours des vingt dernières années, quels sont les deux plus importants pour la société taiwanaise ? »

Mais la différence culturelle ainsi valorisée n'alimente plus systématiquement le maintien de frontières ethniques séparant un « nous » d'un « eux » et générant des solidarités distinctes, voire des antagonismes. L'ethnicité n'est plus pour les jeunes une source centrale de représentation de l'univers social dans lequel ils évoluent, comme c'est encore souvent le cas pour les générations plus âgées⁸⁶. La plupart du temps, les Taiwanais nés dans les années 1980 ne souhaitent pas mettre en avant la dimension ethnique de leur identité, et seule une minorité d'entre eux accorde une signification positive (13,9 %) ou très positive (1,9 %) à la division traditionnelle de la société en quatre grands groupes ethniques (hoklo, hakka, *waishengren* et *yuanzhumin*)⁸⁷. Qu'ils soient portés par les nationalistes panchinois du Kuomintang ou par les nationalistes hoklo de l'aile indépendantiste radicale, les projets ethnonationalistes exclusifs qui s'appuient sur une conception herdérienne de la nation, faisant de la langue, de la littérature et de la culture l'expression de l'âme nationale chinoise ou taiwanaise, n'ont aucune chance de succès auprès de cette génération. Et cela d'autant plus que, généralement, la revendication d'une identité nationale taiwanaise ne s'accompagne pas du rejet de la part chinoise de l'identité culturelle de Taiwan. L'Etat taiwanais est perçu comme faisant partie d'une sphère culturelle chinoise. Les Taiwanais nés dans les années 1980 se reconnaissent ainsi dans les propos de l'ancienne ministre PDP de la Culture Tchen Yu-chiou disant en 2005 que s'il est crucial pour Taiwan de développer sa propre identité culturelle, il n'est pas nécessaire de nier l'influence de la culture chinoise à Taiwan⁸⁸.

Des liens du sang avec le continent sont aussi fréquemment reconnus. Ainsi, plus de la moitié (51,9 %) des jeunes ayant répondu à l'enquête de 2010 sont « d'accord » (45,4 %) ou « tout à fait d'accord » (6,5 %) avec l'affirmation du président Ma Ying-jeou selon laquelle « les peuples des deux rives sont les descendants des empereurs Yan et Huang »⁸⁹. Mais cette ethnicité commune, mélange de liens ancestraux et du sentiment d'appartenir à une même civilisation chinoise, ne se traduit plus en termes politiques. Loin d'avoir comblé le fossé créé par plus d'un siècle de séparation, la multiplication des échanges avec la Chine populaire a fait voler en éclats le mythe du « compatriote » que le Kuomintang prétendait autrefois libérer par la « reconquête du continent ». Au contraire, la densité des contacts humains a généré sur l'île une prise de conscience de l'importance des différences entre Taiwanais et Chinois. Une foule d'anecdotes et de « petits

⁸⁶ Sur cette question, voir Tanguy LEPESANT, « Generational change and ethnicity among 1980s-born Taiwanese », art. cité.

⁸⁷ Enquête 2010. La question posée était : « Les personnalités politiques, les médias et les études académiques divisent souvent la population taiwanaise en quatre grands groupes ethniques : “hoklo, hakka, *waishengren* et *yuanzhumin*”, accordez-vous une signification positive (*zhengmian yiyi* 正面意義) à cette division ? »

⁸⁸ Voir plus haut la citation des propos de Tchen Yu-chiou.

⁸⁹ Discours de mi-mandat prononcé le 20 mai 2010. Cette formule est utilisée par les nationalistes chinois des deux rives pour désigner le peuple chinois et en souligner les origines communes. La légende veut ainsi que, pour reprendre TERENCE BILLETER, l'empereur Jaune (Huangdi 皇帝) soit « un ancêtre non seulement fondateur, mais également civilisateur et géniteur ». TERENCE BILLETER « Un empereur légendaire au service du nationalisme chinois », *Perspectives chinoises*, 47, mai-juin 1998, p. 47.

détails », issus d'expériences vécues ou rapportées, de récits de voyage, d'informations télévisées, viennent alimenter la frontière entre un « nous » taiwanais et un « eux » chinois. Devenus réels, les « compatriotes » se sont métamorphosés en étrangers, un peu à la manière de parents lointains et perdus de vue : la vague impression d'avoir des ancêtres communs ne suffit pas à créer un sentiment d'identité.

Il s'agit d'une différence capitale, qui éloigne cette génération du primordialisme au fondement de l'idée de Grande Chine aujourd'hui défendue en termes similaires par le Parti communiste chinois et le Kuomintang. Loin des slogans nationalistes – tels que « le sang est plus épais que l'eau » (*xie nong yu shui* 血濃於水) – mobilisés par ces derniers pour signifier qu'un siècle de séparation et la présence du détroit de Formose ne peuvent diviser la « famille chinoise »⁹⁰, l'identité revendiquée par les Taiwanais nés dans les années 1980 se rapproche davantage de la conception contenue dans la Résolution pour le futur de Taiwan adoptée en 1999 par le PDP : tout en reconnaissant aux deux rives des « liens du sang » et des « origines historiques et culturelles » partagées, il y était affirmé que « Taiwan est un pays indépendant et souverain » dont la population doit décider seule de son futur.

Les résultats présentés dans le tableau 6 vont dans ce sens. Ils sont issus du questionnaire distribué en 2010, dont l'un des objectifs était de poursuivre le travail de déconstruction des catégories identitaires habituellement employées dans les enquêtes d'opinion à Taiwan, en s'intéressant plus spécifiquement à ce que veut dire « être chinois ». On constate que, lorsqu'ils en ont la possibilité, une écrasante majorité d'étudiants préfèrent utiliser le terme *huaren* 華人 plutôt que celui de *zhongguoren* 中國人 pour qualifier la dimension chinoise de leur identité. Or, la notion de *huaren* fait référence à une communauté de culture chinoise sans les implications politiques contenues dans *zhongguoren*, qui est pourtant généralement proposé dans les questionnaires élaborés par les différents centres de recherche et instituts de sondages basés à Taiwan. Comme le note Chang Mau-kuei, « “zhongguoren” met l'accent sur la mère-patrie chinoise, sur l'Etat-nation chinois, alors que “huaren” dénote un lien avec l'héritage culturel chinois, mais pas nécessairement avec la mère-patrie politique »⁹¹.

Le recours à la catégorie *huaren* permet à un grand nombre de Taiwanais de faire ressortir une facette chinoise de leur identité sans tomber dans le déterminisme essentialiste qui veut que tous

⁹⁰ Lors des négociations qui ont précédé la signature d'un accord-cadre de coopération économique (ECFA) entre la Chine et Taiwan, Zheng Lizhong, vice-président de l'Association pour les relations entre les deux rives du détroit, tenta par exemple de rassurer ses « compatriotes » (*tongbao* 同胞) taiwanais sur les bonnes intentions de Pékin en déclarant : « Nous sommes une famille. Ne vous inquiétez pas. » *Taipei Times*, 25 juin 2010 (ma traduction).

⁹¹ CHANG Mau-kuei, « The movement to indigenize social sciences in Taiwan : the origin and predicament », in HSIAU A-Chin et John MAKEHAM (eds), *Cultural, Ethnic, and Political Nationalism in Contemporary Taiwan : Bentuhua*, New York, Palgrave Macmillan, 2005, p. 253.

les êtres humains d'*origine* chinoise fassent partie de la *nation* chinoise, conçue comme un organisme vivant réunissant tous les individus de « même sang », au-delà de la volonté de chacun. Les entretiens menés confirment que cette facette culturelle chinoise n'est qu'une composante parmi d'autres de l'identité nationale taiwanaise. Ainsi, contrairement à ce qu'une lecture rapide du tableau 6 pourrait laisser penser, l'identité taiwanaise n'est pas en recul chez les jeunes nés dans la seconde moitié des années 1980 ; s'ils sont moins nombreux (40,9 %) à se dire uniquement « taiwanais » que lors de l'enquête 2005 (48 %), c'est parce que la catégorie *huaren* leur permet de réintroduire leur attachement à un substrat culturel chinois sans renier pour autant la primauté de l'identification à la communauté de destin taiwanaise. A ce titre, il est intéressant de noter que 84,5 % des étudiants se définissant comme « taiwanais et *huaren* » soutiennent l'indépendance de Taiwan si elle peut être acquise tout en maintenant de bonnes relations avec la Chine populaire, alors que seulement 3,6 % s'y opposent et que 11,6 % ne se prononcent pas sur la question.

Ces remarques nous ramènent à l'attitude de cette génération face à l'ambiguïté persistante de l'Etat censé incarner la nation taiwanaise. Si l'on se réfère aux différentes positions du PDP sur la relation entre Taiwan et la République de Chine, la jeunesse semble beaucoup plus proche des idées qui ont porté Chen Shui-bian au pouvoir en 2000, et lui ont permis d'être réélu quatre ans plus tard, que de celles défendues par son administration au cours de la période 2006-2008. Leur définition de Taiwan et de ses rapports avec la République de Chine et la Chine populaire se fait souvent dans des termes relativement similaires à ceux utilisés par Chen Shui-bian en avril 1999, et qui résument l'esprit de la Résolution pour le futur de Taiwan adoptée par le PDP quelques mois plus tard⁹².

Mais, contrairement à la position du PDP en la matière, la République de Chine et son héritage transplantés à Taiwan ne sont pas perçus comme des éléments exogènes avec lesquels il faudrait composer, faute de mieux, ou supprimer dès que cela s'avère possible. Pour la majorité d'entre eux, l'anormalité de la situation de Taiwan n'est pas due aux liens que l'île entretient avec la République de Chine et son passé chinois, mais à l'oppression de Pékin. Les étudiants interrogés étaient le plus souvent hostiles au mouvement de rectification du nom de l'Etat et des organismes qui en dépendent (*zhengming yundong* 正名運動) ainsi qu'aux initiatives qui, durant les dernières années de la présidence de Chen Shui-bian, ont visé à rompre avec la relation d'équivalence entre la République de Chine et Taiwan. Cela apparaît clairement dans les réponses aux questions portant sur l'importance accordée aux célébrations du centenaire de la République de Chine en 2011. Une forte majorité (64 %) des étudiants interrogés ont estimé que ces célébrations étaient importantes (42,6 %)

⁹² Voir *supra*.

ou très importantes (21,4 %) ⁹³. Mais les réponses apportées à une question ouverte leur demandant d'expliquer pourquoi font ressortir la superposition, l'interchangeabilité de Taiwan et de la République de Chine, souvent au prix de l'oubli complet du fait que la République de Chine fut fondée en 1912 sur le continent chinois alors que Taiwan était une colonie japonaise, et qu'elle le resta jusqu'en 1945. Voici quelques exemples des réponses fournies : « parce que c'est notre demeure (*women ziji de jia* 我們自己的家), bien sûr qu'il faut en préparer l'anniversaire ! » ; « parce que nous sommes taiwanais » ; « cent ans, ça se fête ! » ; « le centenaire de sa fondation est très important pour un Etat » ; « pour montrer que nous existons ! » ; « c'est un symbole de souveraineté » ; « pour symboliser le début d'une nouvelle période ». A de rares exceptions près, les quelques personnes ayant estimé que ces cérémonies avaient peu, voire aucune importance n'ont pas appuyé leur jugement sur une critique de la République de Chine. Les arguments généralement avancés ont été soit d'ordre économique et social, soit d'ordre symbolique : « il est moins important de célébrer le centenaire que d'utiliser cet argent pour aider les populations de Taiwan qui en ont besoin » ; « résoudre les problèmes de subsistance du peuple, voilà quelque chose d'important » ; « cent ans, et alors ? »

Conclusion : renforcement et mise à distance de l'identité nationale taiwanaise

Parce qu'elle témoigne à la fois du renforcement et de la mise à distance de l'identité nationale taiwanaise, la génération née dans les années 1980 constitue une charnière de la transition identitaire actuellement en cours. L'affirmation d'une identité nationale taiwanaise au sein de cette génération peut être attribuée à la « clarification » des liens entre Taiwan et la Chine. Les individus nés dans les années 1980 assument mieux leur identité taiwanaise car celle-ci est réconciliée avec son hétérogénéité constitutive et affranchie des tiraillements liés aux conceptions primordialistes cherchant à faire de la nation un organisme pur, « objet exclusif de la loyauté des individus, aux dépens de toute autre forme d'identité ou d'appartenance [...] » ⁹⁴. Ils la revendiquent d'autant plus volontiers qu'ils en valorisent plus facilement le contenu et qu'elle n'implique pas mécaniquement la négation de leur part culturelle chinoise. Inversement, ils sont nombreux à mettre en avant une identité culturelle ou ethnique chinoise en tant que *huaren*, celle-ci n'entraînant pas à leurs yeux un devoir d'allégeance à la nation chinoise et étant compatible avec la définition de la communauté de

⁹³ Enquête 2010. La question posée était : « Selon vous, les célébrations du centenaire de la fondation de la République de Chine actuellement préparées par le gouvernement sont : très importantes ; importantes ; moyennement importantes ; sans importance ; absolument sans importance ? »

⁹⁴ Dominique SCHNAPPER, « Mémoire et identité au temps de la construction européenne », in *Mémoire et identité*, Paris, La Documentation française, 2007, p. 10.

destin taiwanaise dominante durant les années 1990 et 2000, c'est-à-dire tout au long de leur processus de socialisation.

Cependant, ces enfants de la démocratisation, de la réhabilitation des cultures locales et de la mondialisation sont aussi soumis aux effets de la montée en puissance de l'individualisme moderne, qui, comme le note Michel Wieviorka, « fait de chaque personne l'atome élémentaire d'une société où les hommes, théoriquement libres et égaux en droit, participent comme autant d'êtres singuliers à la vie moderne »⁹⁵. Cet individu moderne existe comme *sujet*, ce qui « implique une capacité de se penser avec une certaine réflexivité, de se définir dans un rapport de soi à soi [...] »⁹⁶. Cela signifie à la fois une capacité d'objectivation et de mise à distance réflexive des identités collectives par l'individu-sujet, ainsi qu'une élasticité accrue des liens qui l'unissent aux groupes auxquels il a le sentiment d'appartenir. Autrement dit, la valorisation de l'individu a produit un déplacement du centre de gravité de l'édifice identitaire individuel du « nous » vers le « je ». Envisagée sous cet angle, la nation ne revêt plus un caractère sacré. Elle génère une loyauté limitée et ne peut exiger de ses membres ni allégeance inconditionnelle, ni sacrifice ultime. C'est pourquoi, bien souvent, les jeunes Taiwanais ne sont pas prêts à mourir pour Taiwan⁹⁷.

La nation taiwanaise n'en reste pas moins un élément important de la construction identitaire de ces jeunes, car elle délimite un « chez soi » consubstantiel au territoire de Taiwan ; elle inscrit l'individu au sein d'un « nous » imaginé dont les membres sont liés par une histoire et une expérience communes, et présumés solidaires face à l'adversité. En tant qu'interface avec le monde extérieur, elle est également source de dignité, car elle permet l'établissement de relations *inter*-nationales entre les individus, chacun pouvant s'identifier à un génie national et s'en réclamer. Car, comme le rappellent Benedict Anderson ou Anthony Smith, en dépit de la mondialisation et des flux migratoires transnationaux, « le monde est avant tout divisé en Etats-nations »⁹⁸ avec leurs drapeaux, leurs hymnes, leurs savoir-faire, leurs traditions, leurs héros (morts ou vivants) et leurs épiques de sport. Pour une large part de l'humanité, une personne sans nation n'est ni une personne normale ni un individu complet. Les jeunes Taiwanais ne font pas exception, qui se sentent constamment rabaissés au rang d'« êtres humains de seconde zone » par la pression de la Chine populaire sur la communauté internationale, que ce soit lors de voyages à l'étranger (problèmes de visas), de rencontres sportives (jeux Olympiques, tournois de baseball), d'événements culturels internationaux, ou de crises sanitaires (SARS, grippe aviaire, H1N1). C'est pourquoi « l'amélioration du statut international de Taiwan » est tellement importante à leurs yeux.

⁹⁵ Michel WIEVIORKA, *La Différence*, Paris, Balland, 2001, p. 139.

⁹⁶ *Ibid.*, p. 143.

⁹⁷ A ce sujet, voir Cabestan et Lepesant, *L'Esprit de défense...*, *op. cit.*, pp. 91-127.

⁹⁸ Anthony SMITH, *National Identity*, Reno, University of Nevada Press, 1991, p. 143.

Tableau 1
Identité avancée par les 20-25 ans (enquête 2005)

Identité	Enquête 2005
taiwanaise	48 %
taiwanaise et chinoise	32,4 %
chinoise et taiwanaise	10,3 %
total identité duale	42,7 %
chinoise	3,2 %
autre/sans opinion	6,1 %

Tableau 2
Questions nécessitant une action prioritaire de la part du gouvernement (enquête 2005)

Domaines d'intervention des pouvoirs publics	enquête 2005
1. Le chômage	51,6 %
2. La sécurité publique	48 %
3. L'amélioration du statut de Taiwan sur la scène internationale	46,3 %
4. La protection de l'environnement	28,7 %
5. La corruption	26,6
6. Les conflits interethniques	24,6 %
7. L'ouverture d'un dialogue sur la paix avec le Parti communiste	17 %
8. La réduction de la dépendance économique de Taiwan envers la Chine	8,3 %
9. La condition sociale des femmes	8 %
10. La protection sociale (l'assurance santé)	7,4 %
11. L'ouverture des trois liaisons directes	6,6 %
12. L'indépendance de Taiwan	6 %
13. L'unification avec la Chine	4,3 %
14. Les capacités de défense militaire de Taiwan	3,2 %
15. Les relations diplomatiques avec les Etats-Unis	2,8 %
16. Autres	1,4 %

Tableau 3
Questions nécessitant une action prioritaire de la part du gouvernement
(enquête 2010)

Domaines d'intervention des pouvoirs publics	Identité taiwanaise ou taiwanaise/ chinoise	Ensemble de l'échantillon des 20-25 ans
1. Le chômage	49,2 %	49,4 %
2. L'amélioration du statut de Taiwan sur la scène internationale	35,3 %	33,4 %
3. La qualité des médias	29,9 %	29,9 %
4. La corruption	28,8 %	28,9 %
5. Les salaires et le pouvoir d'achat	26,2 %	25,9 %
6. La protection de l'environnement	21,5 %	22,3 %
7. La sécurité publique	17,2 %	18,1 %
8. La défense (<i>weihu</i> 維護) de la souveraineté de Taiwan	12,7 %	11,5 %
9. Le soutien aux produits « fabriqués à Taiwan »	10,8 %	10,1 %
10. Réduction de la dépendance économique de Taiwan envers la Chine	10,1 %	8,7 %
11. La conservation de l'héritage culturel (<i>wenhua zichan</i> 文化資產)	9,2 %	9,2 %
12. Les conflits interethniques	6 %	6,8 %
13. La condition sociale des femmes	5,4 %	5,4 %
14. L'indépendance de Taiwan	5,4 %	4,7 %
15. La protection sociale (l'assurance santé)	4,5 %	4,2 %
16. L'ouverture d'un dialogue sur la paix avec le Parti communiste	3,9 %	4,9 %
17. Le renforcement des capacités de défense militaire de Taiwan	3,4 %	3,1 %
18. L'indigénisation (<i>bentuhua</i>) politique et culturelle	2,4 %	2,9 %
18. Le renforcement des liens économiques avec la Chine	1,9 %	2,9 %
20. Le renforcement des relations diplomatiques avec les Etats-Unis	1,9 %	2,3 %
21. L'unification avec la Chine	0,6 %	0,9 %
22. Autres	5,8 %	6,6 %

Tableau 4
Positions conditionnelles des 20-25 ans sur le futur politique de Taiwan⁹⁹

Positions conditionnelles sur le futur de Taiwan	2005	2010
1. Oui à l'indépendance et à l'unification	35, 1 %	29, 2 %
2. Oui à l'indépendance, non à l'unification	27, 3 %	40, 9 %
3. Oui à l'indépendance, ne se prononcent pas sur l'unification	12, 9 %	10, 6 %
4. Oui à l'indépendance si la paix est maintenue (1+2+3)	75, 3 %	80, 7 %
5. Non à l'indépendance, oui à l'unification	5 %	2,3 %
6. Non à l'indépendance ET à l'unification	2,3 %	2,3 %
7. Non à l'indépendance, ne se prononcent pas sur l'unification	1, 6 %	0,6 %
8. Non inconditionnel à l'indépendance (5+6+7)	8, 9 %	5,2 %
9. Oui à l'unification, ne se prononcent pas sur l'indépendance	6 %	2, 1 %
10. Non à l'unification, ne se prononcent pas sur l'indépendance	2,8 %	2,5 %
11. Ne se prononcent ni sur l'indépendance ni sur l'unification	6,7 %	9,2 %
12. Oui à l'unification en cas de compatibilité (1+5+9)	46,1 %	33,7 %
13. Non inconditionnel à l'unification (2+6+10)	32,4 %	45,7 %
14. Horizon politique laissé ouvert (1+3+9+11)	60,7 %	51,1 %

⁹⁹ Réponses à deux questions – « Si, après l'indépendance de Taiwan, il est possible de conserver de bonnes relations avec la Chine, acceptez-vous que Taiwan devienne indépendant ? » et « Si la Chine continentale se démocratise et rejoint le niveau économique de Taiwan, acceptez-vous l'unification ? » – inspirées de celles utilisées par Wu Nai-teh au début des années 1990. Voir, par exemple, WU Nai-teh, « Identité nationale et soutien partisan, la base sociale de la compétition partisane à Taiwan » (« Guojia rentong he zhengdang zhichi, Taiwan zhengdang jingzheng de shehui jichu » 國家認同和政黨支持, 台灣政黨競爭的社會基礎), *Bulletin de l'Institut d'ethnologie de l'Academia Sinica (Zhongyang yanjiuyuan minzuxue yanjiusuo jikan* 中央研究院民族學研究所集刊), 74, 1993, p. 44.

Tableau 5
Changements les plus bénéfiques pour Taiwan
(enquête 2010)

Changements survenus à Taiwan au cours des vingt dernières années	
1. Le développement du multiculturalisme	34,4 %
2. La modernisation des transports	28,7 %
3. La généralisation de l'assurance santé	27,7 %
4. L'internationalisation croissante	21,4 %
5. La démocratisation	15,8 %
6. L'amélioration de la condition féminine	14,3 %
7. Le développement économique	13 %
8. L'amélioration des relations inter-ethniques	11,3 %
9. La croissance des échanges économiques et culturels avec la Chine	7,5 %
10. L'indigénisation (<i>bentuhua</i>) politique et culturelle	5,2 %
11. L'ouverture des « trois liaisons directes » (<i>san tong</i> 三通)	4 %
12. La réforme de l'éducation	3,8 %
13. Sans opinion	2,3 %
14. Autres	1 %
15. Sans réponse	9 %

Tableau 6
Identité avancée par les 20-25 ans

Identité	Enquête 2010
taiwanaise	40,9 %
taiwanaise et chinoise (<i>huaren</i>)	33,9 %
taiwanaise et chinoise (<i>zhongguoren</i>)	6,1 %
chinoise (<i>huaren</i>) et taiwanaise	4,9 %
chinoise (<i>zhongguoren</i>) et taiwanaise	2,1 %
chinoise (<i>huaren</i>)	1,4 %
chinoise (<i>zhongguoren</i>)	0,2 %
Peu importe	4,3 %
Autres	5,6 %
Ne sait pas	0,6 %

